

# Les Québécois prêts à accueillir les malades mentaux

## Les femmes se montrent moins enthousiastes que les hommes



François Berger

La moitié des Québécois sont disposés à accueillir plus de malades mentaux directement dans les communautés locales, c'est-à-dire à les sortir des hôpitaux comme s'apprete justement à le faire le ministre de la Santé du Québec.

Dans un sondage d'opinion réalisé le mois dernier par la firme montréalaise SOM, 49 % des 1001 répondants se sont déclarés « d'accord » pour que « plus de malades mentaux vivent dans la communauté ». C'était avant l'annonce faite cette semaine par le ministre de la Santé et des services, Jean Rochon, de l'élimination d'ici cinq ans de la moitié des lits dans les services de soins psychiatriques des hôpitaux.

**Une grosse minorité**  
 Une grosse minorité de 40 % des Québécois s'opposent toutefois à une nouvelle désinstitutionnalisation

(la « dézin ») des soins donnés aux malades mentaux, tandis que 11 % refusent de se prononcer, montre le sondage fait pour le compte de *La Presse* et de l'Association des dépressifs et des manico-dépressifs du Québec. Ce sondage a été commandité par la compagnie pharmaceutique danoise Lundbeck Canada Inc., qui vend entre autres des médicaments utilisés dans le traitement de la schizophrénie.

Fait important, les femmes se montrent moins enthousiastes que les hommes face à l'arrivée des malades mentaux dans les communautés. Étant donné la marge d'erreur du sondage (3,8 points de pourcentage), les femmes défavorisent cette mesure autant qu'elles la favorisent.

La réticence des femmes se comprend du fait que « ce sont elles qui s'occuperont principalement des malades », commente Mme Louise Bourdon, directrice générale de l'Association des dépressifs et des manico-dépressifs.

« On dit oui au principe de la réforme, mais il faut injecter de l'argent dans les communautés », ajoute le président de cette association fondée en 1992, le producteur de spectacles Guy Latraverse, qui a lui-même souffert de manico-dépression.

Le ministre Rochon a promis que des fonds seront acheminés « rapidement » aux communautés locales et que les familles ainsi que l'en-

tourage des malades bénéficieront notamment de meilleurs services de gardiennage.

Le gouvernement consacre actuellement 1,1 milliard de dollars aux soins de santé mentale, dont 60 % vont aux hôpitaux et 40 % aux ressources communautaires : le ministre veut que ces proportions soient inversées au début du XXI<sup>e</sup> siècle.

Selon le sondage, la majorité des Québécois (54 %) croient par ailleurs que les hôpitaux ont moins de ressources pour le traitement des maladies mentales que pour traiter les autres maladies.

Comme chez les femmes, les personnes âgées sont aussi réticentes à la sortie des malades mentaux des hôpitaux. Plus les répondants au sondage sont âgés, moins ils acceptent cette réforme, avec un refus de 54 % chez les retraités.

Selon M. Latraverse, c'est probablement l'incertitude entourant la réforme qui explique l'attitude des citoyens plus âgés. « La dézin n'est encore qu'un projet », souligne-t-il.

Signe encourageant du côté des ressources financières, le sondage montre que les personnes ayant les plus hauts revenus accueilleraient très volontiers les malades mentaux dans les communautés (60 % d'acceptation chez les répondants gagnant plus de 55 000 \$ par an). Les ménages plus nombreux (trois personnes et plus) se disent également très disposés (51 %) à accueillir les malades mentaux.

Les personnes les plus scolarisées (13 ans et plus de scolarité) voient également d'un bon oeil la réforme de la santé mentale.

Il y a d'autre part une accepta-

### ■ Dans le contexte du virage ambulatoire, êtes-vous... à ce que plus de malades mentaux vivent dans la communauté?

	TOUT À FAIT D'ACCORD	PLUTÔT D'ACCORD	PLUTÔT EN DÉSACCORD	TOUT À FAIT EN DÉSACCORD	NSP / NRP
<b>Total (n: 1001)</b>	16	33	25	15	11
<b>Âge</b>					
18 à 24 ans (n: 153)	15	42	24	11	8
25 à 34 ans (n: 225)	18	38	27	9	8
35 à 44 ans (n: 250)	15	36	26	14	9
45 à 54 ans (n: 172)	18	31	28	14	9
55 à 64 ans (n: 89)	19	27	19	17	18
65 ans et plus (n: 110)	11	18	23	31	17
<b>Revenu brut personnel annuel</b>					
Moins de 15 000\$ (n: 313)	19	30	24	17	10
De 15 000 à 25 000\$ (n: 175)	16	33	31	9	11
De 25 000 à 35 000\$ (n: 153)	11	42	23	14	10
De 35 000 à 45 000\$ (n: 115)	20	29	20	25	6
De 45 000 à 55 000\$ (n: 60)	17	36	33	8	6
De 55 000\$ et plus (n: 62)	18	42	25	8	7
NSP / NRP (n: 123)	12	23	24	20	21
<b>Sexe</b>					
Homme (n: 484)	15	36	23	14	12
Femme (n: 517)	17	29	27	17	10

Infographie La Presse

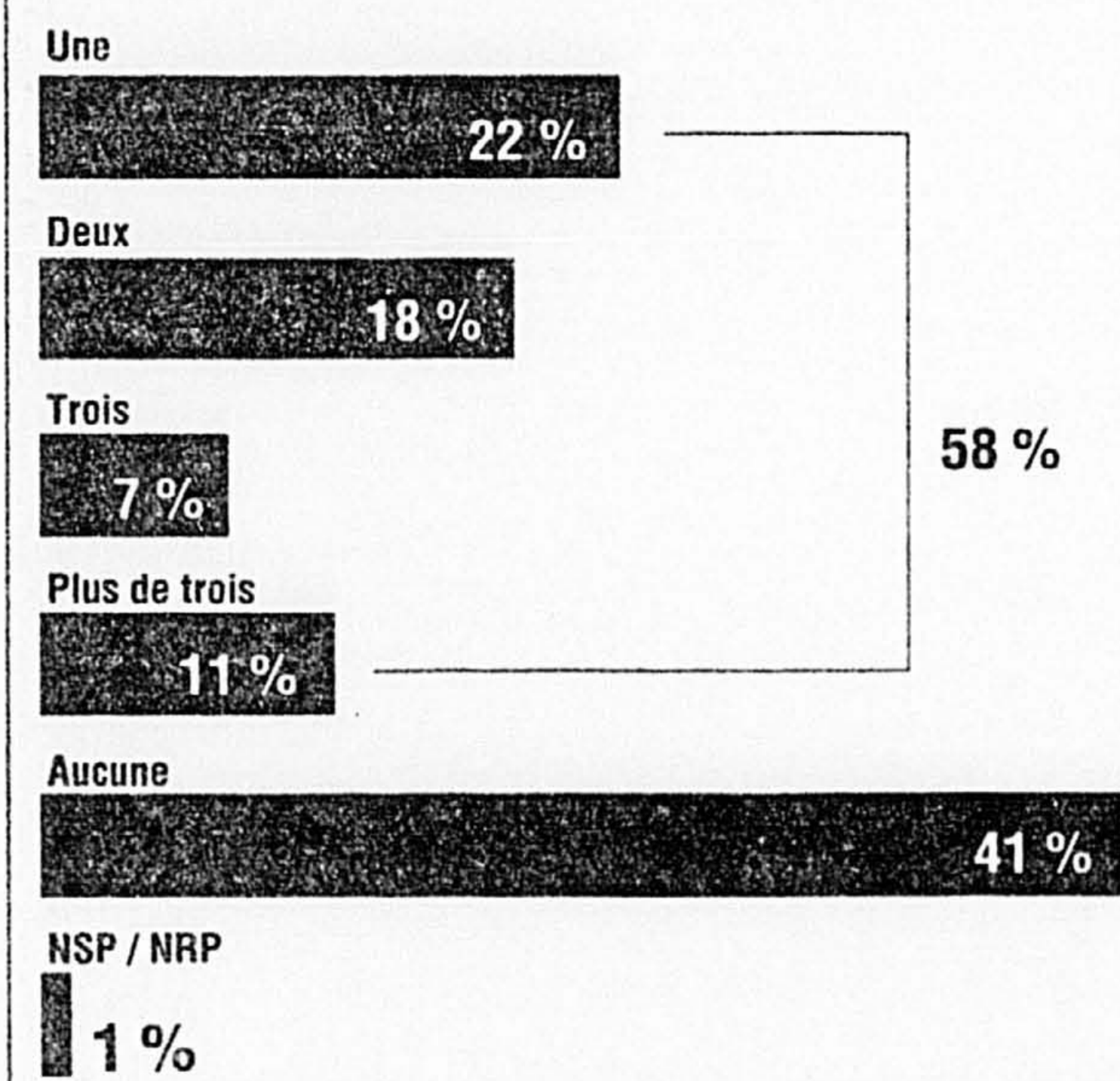
tion de la réforme plus prononcée chez les anglophones et les allophones (ne parlant ni français ni anglais) que chez les francophones (52 % par rapport à 48 %).

La disposition favorable des Québécois en général vis-à-vis de la réinsertion sociale des malades mentaux se reflète dans le fait que

les gens accordent une importance primordiale à l'entourage immédiat (la famille) des gens souffrant par exemple de dépression ou de manico-dépression, montre aussi le sondage.

**DEMAIN: Plus de 300 000 Québécois souffrent de dépression**

«Pendant la dernière année, combien de personnes avez-vous connues souffrant de dépression, de manico-dépression ou de schizophrénie dans votre entourage?»



Infographie La Presse

# La dépression est-elle une maladie?

## Oui, dit la médecine. Non, disent les Québécois

La plupart des Québécois ne croient pas que la dépression soit une maladie au même titre que le cancer ou les troubles cardiaques. Pourtant, il s'agit bien d'une maladie reconnue officiellement par la médecine. Elle se classe dans la catégorie générale des maladies mentales.

Un sondage réalisé par SOM pour l'Association des dépressifs et des manico-dépressifs du Québec, avec la collaboration de la compagnie LUNDBECK, en mars dernier, auprès d'un millier d'adultes québécois, montre que 60 % des répondants qualifient la dépression comme « une faiblesse temporaire, un signe de découragement, une « mauvaise passe », un manque de volonté ou de la paresse ».

Seulement 37 % des gens identifient correctement la dépression comme une maladie. La proportion augmente à 49 % chez les personnes les plus scolarisées et dépasse la moitié chez les gens à haut revenu.

« Quand ça se passe dans la tête, les gens considèrent que ce n'est pas une maladie; on qualifie le malade de « fou », dit Guy Latraverse, président de l'Association des dépressifs et des manico-dépressifs. Le sondage, préparé entre autres pour le compte de l'Association, montre que les préjugés sont encore très virulents au Québec.

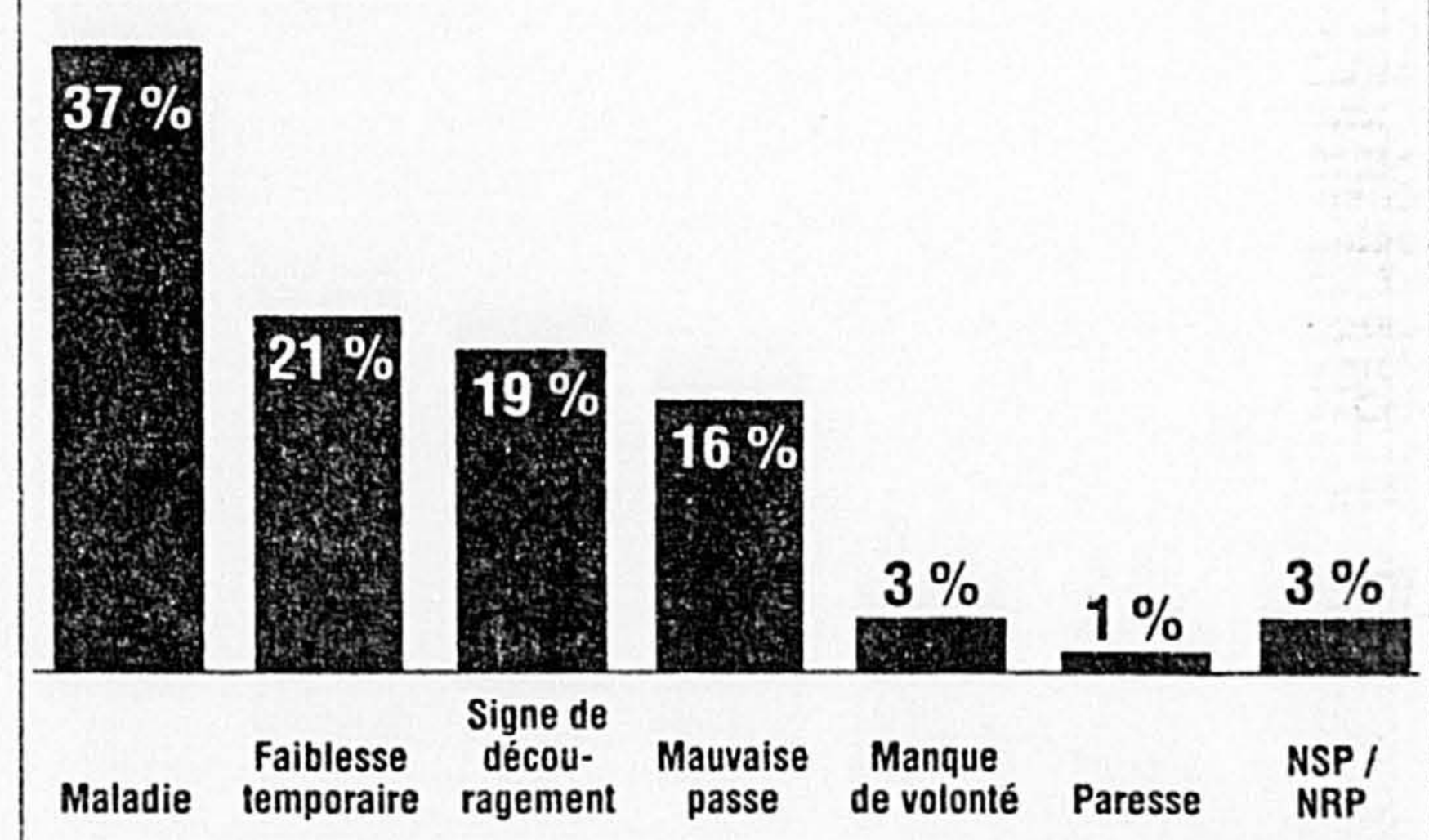
### Problèmes émotionnels

Selon l'enquête d'opinion, les Québécois pensent que la dépression est causée avant tout par des problèmes émotionnels. Les répondants considèrent d'ailleurs que toutes les maladies mentales sont d'abord des maladies des émotions.

« Les émotions ne sont pas la cause de la dépression », dit catégoriquement le docteur Brian Bexton, vice-président de l'Association des médecins psychiatres du Québec et attaché à l'Institut Albert-Prévost de l'hôpital Sacré-Coeur.

Les tendances familiales (l'hérédité) et l'environnement (le chô-

«D'après vous, la dépression est d'abord et avant tout...?»



Infographie La Presse

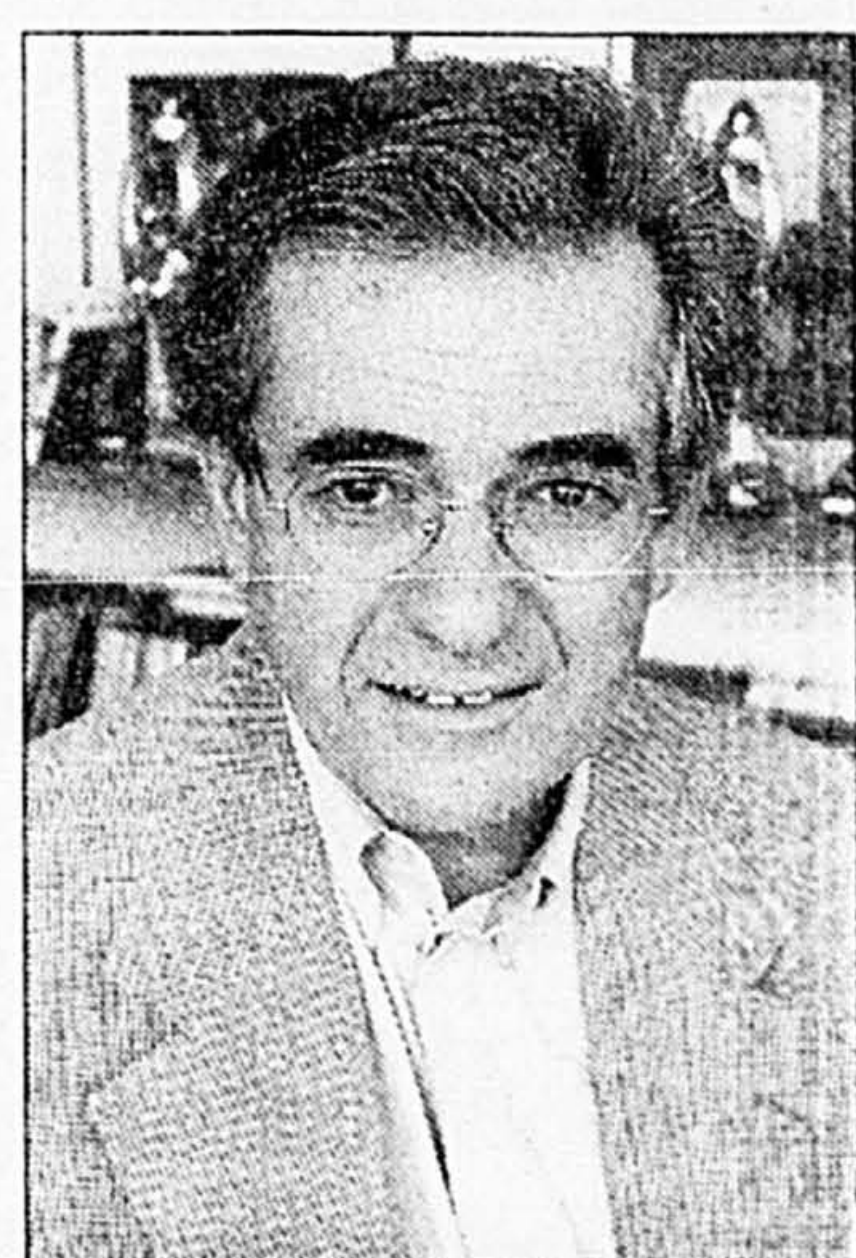
mage, par exemple) ont beaucoup à voir dans le développement de la dépression, explique-t-il. C'est une maladie sérieuse, qui dure en moyenne de 10 mois à un an.

« Le sondage suggère que les gens confondent dépression et déprime, note le docteur Bexton. La déprime est passagère, elle va durer quelques jours comme cela peut être le cas quand l'hiver n'en finit plus. »

Le sondage révèle aussi que les deux tiers des Québécois croient qu'un « burn out » est une dépression. Cette expression, particulièrement en vogue dans le milieu des affaires, est d'ailleurs assimilée à la dépression surtout par les personnes ayant un revenu de plus de 55 000 \$ par an.

Dans le cas de la manico-dépression, une affection qui fait osciller le malade entre deux pôles extrêmes, les répondants au sondage acceptent plus facilement qu'il s'agisse d'une maladie. Pendant que seulement 10 % des gens situent les causes de la dépression au niveau « génétique », 37 % croient que la manico-dépression est un phénomène « biologique » ou « héréditaire ».

Selon le sondage, les femmes dé-



Guy Latraverse, président de l'Association des dépressifs et des manico-dépressifs.

crivent plus aisément les maladies mentales en général comme un état de « souffrance », tandis que les hommes croient davantage qu'il s'agit de « déficience intellectuelle ».

## Méthodologie

Ce sondage a été réalisé par SOM entre les 10 et 24 mars dernier pour l'Association des dépressifs et des manico-dépressifs du Québec et la compagnie de produits pharmaceutiques Lundbeck.

Au total, 1001 entrevues ont été effectuées auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte du Québec.

La collecte des données a été réalisée à partir des centraux téléphoniques de SOM à Montréal et à Québec et était assistée par ordinateur. Jusqu'à huit appels ont été faits pour tenter de joindre les ménages sélectionnés.

L'échantillon initial a été généré aléatoirement par ordinateur dans l'ensemble des circonscriptions téléphoniques actuellement en usage au Québec.

Le plan d'échantillonnage utilisé pour cette enquête est un plan stratifié à deux degrés. Au premier degré, l'échantillon a été stratifié en trois grandes régions: 451 entrevues dans la région de Montréal,

300 entrevues dans la région de Québec et 250 entrevues ailleurs en province. Au second degré, un répondant de 18 ans ou plus est choisi dans le ménage selon une procédure empirique qui assure l'équilibre des groupes d'âge et des sexes.

Les données sont pondérées par expansion à la distribution d'âge et de sexe de la population de chacune des trois strates géographiques au dernier recensement canadien, de même que pour la distribution pour la langue maternelle au niveau de l'ensemble.

Nous estimons le taux de réponses obtenu à 60,7 %, le taux de refus à 27,7 % et la proportion de ménages non rejoints à 11,6 %. Nous estimons la marge d'erreur maximale à un niveau de confiance de 95 % sur une proportion estimée pour l'ensemble des 1001 répondants à 3,8 %.

Gilles THÉRIEN, président, SOM

# Éditorial

LA PRESSE

ANDRÉ DESMARAIS  
PRÉSIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION  
ROGER D. LANDRY  
PRÉSIDENT  
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON  
ÉDITEUR ADJOINT  
MARCEL DESJARDINS  
DIRECTEUR DE L'INFORMATION  
ALAIN DUBUC  
EDITORIALISTE EN CHEF

## Les élections du pis-aller

**L**a fièvre électorale s'est emparée de la classe politique fédérale. Mais cette excitation n'est certainement pas partagée par la population, tant au Québec que dans le reste du Canada, qui se prépare sans enthousiasme à un exercice où elle n'aura pas vraiment le privilège propre à ces rendez-vous démocratiques, celui de choisir.



Alain Dubuc

L'issue de la campagne qui s'amorce, nous le savons, est largement décidée à l'avance et mènera sans doute à la réélection de l'équipe libérale. Bien sûr, une surprise est toujours possible, comme l'ont rappelé les revirements électoraux ontariens. Mais le choix, à l'échelle pan-canadienne, se résumera probablement à déterminer, parmi quatre partis incapables de diriger le Canada, celui qui formera l'opposition officielle.

L'éventail est encore plus limité au Québec où le débat sera dominé par la question nationale. Cette polarisation, dans un premier temps, transformera la campagne électorale en lutte à deux entre libéraux et bloquistes. Mais surtout, elle contraint les électeurs à des choix difficiles et insatisfaisants.

Il y a bien sûr, au Québec, des inconditionnels de ces deux formations qui n'auront pas, le jour du scrutin, la moindre crise de conscience. Il existe au Québec des fédéralistes, libéraux convaincus, qui appuieront avec enthousiasme la réélection du parti de M. Chrétien. Ils ne sont cependant pas légion chez les francophones. Il existe aussi des souverainistes convaincus pour qui le choix du Bloc coule de source. Mais pour bien des gens, les choses ne seront pas aussi simples.

Malgré le bilan positif que l'on peut tirer de la gestion libérale, et malgré le fait que le PLC représente l'option qui a remporté le référendum, de nombreux électeurs qui, pour ces deux raisons, devraient être des alliés naturels auront de profondes réticences à voter pour ce parti et surtout, pour son chef. Ils seront peut-être attirés par les conservateurs, solution de moindre mal. L'impopularité au Québec de Jean Chrétien, et le ressentiment qu'a suscité son cheminement constitutionnel, pèseront lourd dans la campagne.

**Pour un très grand nombre de Québécois, il sera difficile de choisir avec enthousiasme au cours de ces élections qui seront celles du pis-aller.**

La situation n'est pas tellement plus rose de l'autre côté. Le BQ attirera spontanément les souverainistes et des nationalistes qui espèrent ainsi assurer la défense des intérêts du Québec, un choix d'autant plus facile qu'il ne comporte pas de conséquences. Paradoxalement, c'est parce qu'ils savent que les libéraux vont l'emporter, et

qu'ils formeront encore un bon gouvernement, que les Québécois peuvent opter sans risques pour le BQ.

Mais le Bloc reste une formation informe, sans programme, mal dirigée, représentée par une armée de députés médiocres. Tout cela, ainsi que le fiasco de sa campagne au leadership, n'a toutefois pas affaibli la popularité du Bloc, ce qui montre à quel point le succès du parti est conceptuel: une borne-fontaine pourrait se faire élire pour le BQ dans certains comtés. Ces réalités, qui seront encore plus visibles en campagne, provoqueront sans doute gêne et réticence chez bien des alliés naturels de ce parti.

C'est ainsi que pour un très grand nombre de Québécois, il sera difficile de choisir avec enthousiasme au cours de ces élections qui seront celles du pis-aller.



DRÔTES RÉSERVÉS

## Du calme!



Agnès Gruda

**A**u lendemain du vote de l'Assemblée nationale réclamant une modification constitutionnelle afin d'abolir les commissions scolaires confessionnelles, on assistait, dans les deux capitales, à une surenchère verbale frôlant l'hystérie.

Ottawa et Québec s'accusaient mutuellement d'avoir bafoué la démocratie. Rien, dans l'état actuel de ce dossier, ne justifie une telle montée d'adrénaline. Sauf l'imminence des élections fédérales qui met tout le monde à cran. Cela dit, lorsqu'on fait abstraction du ton et de la manière, sur le fond, c'est Ottawa qui a raison. Rappelons quelques faits.

Le Québec tente d'implanter des commissions scolaires linguistiques depuis plus de quinze ans. Tous les gouvernements qui s'y sont essayés se sont heurtés au mur constitutionnel. Nous n'avons jamais été aussi près qu'aujourd'hui de nous débarrasser de cet obstacle.

En faisant l'économie d'une commission parlementaire, Québec n'a pas commis de péché capital. Mais il n'a pas été particulièrement brillant non plus. Ce dont il s'agit ici, ce n'est pas d'un projet de loi sur les casques de vélo, mais de la modification d'une clause de la Constitution touchant les droits des minorités.

Quand Terre-Neuve a voulu se soustraire à ses obligations constitutionnelles en ce domaine, il y a eu un référendum. Quand le Nouveau-Brunswick a changé la Constitution pour y ajouter des protections pour sa minorité francophone, il a tenu une consultation. Le Québec a tenté d'en passer une p'tite vite et ça lui est retombé sur le nez.

Pour pouvoir être approuvé de gré à gré par une pro-

vince et Ottawa, un changement constitutionnel doit recevoir l'assentiment des deux Chambres. Dans le cas de Terre-Neuve, le Sénat avait décidé de tenir sa propre commission à ce sujet, ce qui avait failli tuer le projet. En tenant une consultation mixte en amont du processus, il est possible qu'Ottawa facilite l'exercice.

L'échéancier voulant que la modification constitutionnelle soit votée avant les élections fédérales est totalement artificiel. Québec a mis deux ans avant d'en arriver à formuler sa demande. Il l'a acheminée à Ottawa à deux semaines du déclenchement des élections. Aucune urgence nationale ne nous oblige à procéder à la vapeur dans un climat d'émotivité qui ne peut que nuire au débat.

**Les grands émois et la cassette de la Grande Indignation ne sont vraiment pas de mise.**

Comme dans le cas de Terre-Neuve, le projet québécois suscite des résistances. C'est normal. Quoi que fasse Ottawa, les voix critiques trouveront un lieu pour s'exprimer. Il vaut mieux faire ça dans les formes. Cela dit, malgré l'opposition à laquelle elle a fait face, Terre-Neuve a fini par avoir sa réforme constitutionnelle. Québec a toutes les chances de parvenir au même résultat.

Car la vérité, c'est que derrière l'écran de bruit et de fureur, se profile une étonnante convergence d'intérêts. Ottawa veut que ça se règle pour démontrer la flexibilité du fédéralisme. Les anglophones aussi, parce qu'ils seront mieux protégés par un régime scolaire linguistique que par l'article 93. Idem pour le gouvernement Bouchard qui pourra mettre cette réforme longtemps attendue à son crédit.

Dans ce contexte, les grands émois et la cassette de la Grande Indignation ne sont vraiment pas de mise.

LA PRESSE ET VOUS

## Appel aux employeurs

Par habitude ou en raison d'une certaine perception bien ancrée dans les esprits, on est souvent porté à croire que les employeurs ont un préjugé défavorable envers les jeunes, qu'ils n'ont pas confiance en eux, qu'ils en ont contre leur manque de formation et d'expérience, qu'ils leur reprochent leur apparence négligée, leur manque d'ardeur au travail, leur degré trop faible d'autonomie, leur insuffisance de créativité, leurs préoccupations uniquement monétaires.

Or, avec étonnement, le sondage SOM-La Presse publié dans le cadre du projet Défi Emploi 18-25 nous apprend que plus des trois quarts des employeurs jugent favorablement la formation scolaire et professionnelle des jeunes qu'ils embauchent. Mais les chefs d'entreprises souhaiteraient que les jeunes travailleurs prennent plus d'initiative et s'ajustent aux besoins des entreprises. Autre donnée fort positive, encourageante et prometteuse: plus de huit employeurs sur dix ont engagé au moins un jeune entre 18 et 25 ans, au cours des 12 derniers mois. Ce n'est pourtant pas ce que laisse entrevoir le climat économique actuel dans la grande région de Montréal. Tant mieux!

Malgré ce beau côté de la médaille, il reste que près de 20 p. 100 des jeunes aptes au travail vivent de prestations d'assurance-chômage, soit 5 p. 100 de plus que la moyenne

générale. Cette statistique est inquiétante, presque catastrophique. Tout le monde sait quelles conséquences néfastes, même dangereuses pour l'ensemble de notre société, pourraient découler d'avoir laissé mijoter un aussi grand nombre de jeunes sur le carreau.

C'est dans cet esprit qu'a été mis sur pied, à l'initiative de La Presse, le beau projet « Défi Emploi 18-25 », en collaboration avec de précieux partenaires que sont Développement des ressources humaines Canada, le ministère québécois de la Sécurité du revenu et la Société québécoise de la main-d'œuvre, en collaboration avec Musique-Plus, CKMF 94.3, la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (STCUM), The Gazette, et les Chambres de commerce du Montréal métropolitain, de Laval et de Longueuil. Défi Emploi 18-25 poursuit deux objectifs majeurs:

Informar les jeunes et les sensibiliser au marché de l'emploi, aux qualités et habiletés requises pour obtenir un emploi, aux façons de faire pour rechercher du travail. Ainsi, mercredi soir dernier et aujourd'hui même, plus de 1000 jeunes de la grande région de Montréal participent à des ateliers gratuits donnés par des employeurs, de jeunes entrepreneurs et des consultants en « employabilité ». Il s'agit d'ateliers pratiques, concrets, utiles aux jeunes.

Informar les employeurs et les sensibiliser aux grandes possibilités et avantages que peuvent leur procurer l'embauche de jeunes prêts au travail, bien formés, à l'esprit créatif, aptes à vivre des expériences en entreprise, disposés à assurer la relève et à aider l'entreprise à atteindre de nouveaux objectifs.

Si l'actualité nous présente souvent des jeunes désabusés, décrochés, désintéressés,

qui ne croient plus au système économique dans lequel nous vivons, l'expérience de Défi Emploi est très reconfortante, en ce sens qu'elle nous fait voir des milliers de jeunes qui sont prêts à tout faire (cours d'apprentissage, formation sur les lieux de travail, stages en entreprises, travail bénévole pour prouver leur compétence et leur intérêt) pour se trouver du travail. Des milliers de jeunes qui assureront la relève de nos entreprises.

La deuxième phase du projet « Défi Emploi 18-25 » a débuté hier. Pour toute la du-

rée de la semaine du 18 au 25 avril, les employeurs de la grande région de Montréal sont invités à offrir des emplois aux jeunes. Employeurs, vous avez des postes à combler? Vous avez des projets d'expansion? Vous avez des emplois cachés que vous hésitez à faire connaître? Vous avez des postes mais vous n'êtes pas certains de trouver les candidats(es) appropriés(es)?

Durant cette semaine particulière sous le thème « Embauchez un jeune », les petites, moyennes et grandes entreprises sont invitées à offrir un emploi à un jeune de 18 à 25 ans. Les employeurs ont un rôle économique mais aussi social à jouer pour améliorer la situation des jeunes.

Jusqu'à vendredi prochain, 25 avril, les chefs d'entreprise peuvent faire connaître leurs besoins, leurs emplois disponibles ou nouveaux emplois créés pour les jeunes de 18 à 25 ans en téléphonant, du lundi au vendre-

di, de 9h à 16h30, au 496-8787 à Montréal ou au 1-888-533-8787, sans frais, à l'extérieur de Montréal. Toutes les offres reçues sont diffusées sur le réseau des Guichets Emploi des Centres de ressources humaines du Canada.

Une sélection de ces offres d'emploi sera publiée gratuitement dans La Presse pour toute la durée de cette semaine. Des offres d'emplois disponibles pour jeunes de 18-25 ans ont déjà été publiées dans La Presse d'hier, en page C9. Cela continue, aujourd'hui, en page F5, et se poursuivra de lundi à vendredi prochain également. Cette initiative vise à permettre au plus grand nombre de jeunes de se trouver du travail et aux employeurs d'avoir une brochette de bons candidats.

Les employeurs d'aujourd'hui et de demain doivent faire preuve d'audace. S'ils doivent maintenir un bon équilibre entre jeunesse et expérience, s'ils doivent avoir à leur emploi des personnes loyales qui leur offrent de bons et loyaux services pour assurer le bon fonctionnement de l'entreprise, ils doivent aussi faire confiance aux jeunes pour le développement de celle-ci.

Cette pensée dynamisante du philosophe allemand Goethe est on ne peut plus appropriée dans le cadre de cette opération Défi Emploi 18-25: « Quoi que tu rêves d'entreprendre, commence-le. L'audace a du génie, du pouvoir, de la magie ».

Claude MASSON  
Éditeur adjoint



# Les évêques et les soeurs

**L**un des aspects les plus troublants de l'affaire des orphelins de Duplessis est le silence assourdissant de l'épiscopat. Tout indique que la hiérarchie catholique se soit laissée intimider par le battage médiatique dont ont bénéficié les orphelins.

Jamais les évêques n'ont pris publiquement la défense des communautés religieuses féminines, qui ont été accusées des pires choses et qui ont clairement servi de boucs émissaires à des misères dont d'autres qu'elles étaient responsables... puisqu'elles furent les seules, avec les humbles frères de l'ancien temps, à s'être occupé de ces enfants dont personne ne voulait.

Il y a quelque temps, Mgr Couture de Québec et Mgr Fortin de Sherbrooke ont accepté de rencontrer les porte-parole des orphelins et les avocats de ces derniers, ce qui était déjà l'amorce d'un aveu de culpabilité.

Mgr Turcotte, de Montréal, s'y est refusé, mais il n'est jamais intervenu publiquement dans le débat, bien que ce débat dure depuis plus de cinq ans et que l'archevêque de Montréal soit une personnalité médiatique particulièrement active et efficace.

Mgr Couture, selon certaines sources, aurait « suggéré » aux soeurs de la Charité de Québec, qui sont dans son diocèse, de négocier un règlement à l'amiable avec les orphelins et le ministère de la Justice. C'était implicitement admettre leur culpabilité.

Mgr Couture, faut-il le dire, n'en est pas à son premier flirt avec la démagogie. C'est lui qui reprochait à Lucien Bouchard, l'an dernier, de garder sa « pension » du fédéral — une pension à laquelle M. Bouchard avait parfaitement droit, qu'il avait durement gagnée, et qui ne constituait qu'une fraction de ce qu'il gagnerait en six mois s'il était retourné à la pratique privée du droit. (Le premier ministre, saisi par l'attaque, a tout de suite obtempéré. Les hommes ont encore l'habitude, au Québec, d'obéir aux évêques. Les femmes sont plus sceptiques, et pour cause.)

L'affaire est particulièrement surréaliste, quand on sait que ce sont des femmes qui sont visées, alors que les responsables des problèmes dont ont souffert les orphelins de Duplessis étaient tous des hommes: ceux qui ont abandonné les femmes enceintes qu'ils avaient engrossées; les autorités politiques et médicales de l'époque (tous des hommes sans exception), et enfin et surtout, les évêques qui exerçaient un monopole absolu sur la pensée sociale et la morale publique.

Qui donc avait décrété que l'amour extracconjugal était un péché capital? Que les « enfants de l'amour » étaient le fruit du péché? Que l'État n'avait rien à faire dans l'éducation? Qui donc interdisait la contraception aux femmes, même à celles qui avaient déjà dix enfants, même à celles qui n'avaient pas les moyens de les nourrir? À l'époque, l'épiscopat québécois allait encore plus loin que le Vatican dans la voie de l'interdit.

Qui a forcé les soeurs de la Providence — qui, comme toutes les religieuses, n'obéissaient qu'à la hiérarchie catholique — à transformer leur institut médico-pédagogique en « asile », afin de recevoir les subventions fédérales destinées à la santé? Le cardinal Léger.

Si jamais quelqu'un devait faire des excuses aux orphelins, c'est précisément l'épiscopat, au nom de ses prédécesseurs et plus particulièrement du cardinal Paul-Émile Léger.

Cela dit, je ne souhaite pas qu'il y ait, d'où que ce soit, des excuses publiques ni des compensations financières, pour la simple raison que je n'adhère pas à la philosophie



Lysiane GAGNON

de la « responsabilité collective », aussi populaire soit-elle au Canada anglais depuis la navrante affaire de l'orphelinat du Mount Cashell.

Les évêques actuels ne représentent pas plus le cardinal Léger que Lucien Bouchard ne représente Maurice Duplessis ou que les médecins d'aujourd'hui ne représentent les pionniers de la psychiatrie.

Quand le gouvernement Mulroney s'est excusé au nom de son prédécesseur pour l'internement (par ailleurs tragique et déplorable) des Japonais pendant la guerre, il a fait une énorme erreur, on le voit aujourd'hui. Il ouvrirait la porte à toutes les « victimes » du passé, et Dieu sait s'il y en a.

Non pas que les fautes passées doivent être oubliées. Autant il est normal de poursuivre, devant les tribunaux ordinaires — et avec des preuves solides — les individus présumés responsables de tel ou tel crime, autant il est anormal de décréter la culpabilité d'un groupe. Il faudrait alors faire le procès des Allemands d'aujourd'hui pour les crimes des nazis!

À ce propos, justement, le génocide est le seul crime à échapper à la prescription qui interdit les poursuites après un certain délai, parce qu'il a été reconnu par l'opinion internationale comme « crime contre l'humanité ».

C'est pourquoi les Touvier, Barbie et autres bouchers des Juifs, ont été jugés 50 ans après le fait. C'est pourquoi le Canada poursuit les criminels de guerre réfugiés ici. Mais enfin! On ne va tout de même pas comparer le passé du Québec avec l'Holocauste, non?

Le pape Jean-Paul II a toujours refusé de s'excuser pour la scandaleuse complicité (documentée et prouvée) de son prédéces-

seur Pie XII avec les nazis... et nos évêques accepteraient que les soeurs demandent pardon aux orphelins qu'elles ont nourris, logés et soignés? Attention! Il y a des limites à l'absurdité.

Si jamais le gouvernement faisait écho aux revendications des orphelins, je connais pas mal de femmes qui le prendrait mal. Pas seulement des femmes, d'ailleurs.

Les quatre articles que j'ai écrits sur cette affaire ont suscité un volume exceptionnel de réactions, presque toutes positives. Nous avons eu des dizaines et des dizaines d'appels téléphoniques spontanés, de la part d'hommes, de femmes, de tous les milieux, et de toutes les familles spirituelles, de non-pratiquants aussi bien que de catholiques fervents. Les lettres se sont empilées sur mon bureau, dont beaucoup écrites sur le vif, par des gens qui étaient trop émus ou trop modestes pour demander qu'on les publie. C'est sans compter les commentaires incessants que je reçois au hasard de mes propres rencontres.

En fait, je ne me souviens pas d'article qui m'ait attiré autant de réactions, au cours des dernières années, à l'exception d'une chronique sur les enseignants, il y a deux ou trois ans, qui m'avait amené un volumineux courrier, très hostile celui-là... mais dont les trois quarts étaient le produit d'une opération orchestrée par les syndicats d'enseignants.

Dans ce cas-ci, les témoignages étaient tous intensément personnels et indépendants les uns des autres. J'en parle simplement pour indiquer vers où penche cette portion significative de l'opinion publique que représente le lectorat d'un journal comme celui-ci. Et pour dire aux soeurs qu'il y a au Québec énormément de gens qui se souviennent... et qui leur disent merci.

## Le Bloc canadien...



Chantal Hébert

du bureau de La Presse  
OTTAWA

**S**i les néo-démocrates prenaient le pouvoir à Ottawa ce printemps, il leur suffirait d'un seul mandat pour ramener le chômage de 10 % à 5 %, équilibrer les finances publiques, élargir le filet de sécurité sociale canadien, et, à temps perdu, réconcilier pour toujours le Québec et le reste du Canada.

Tel est, en tout cas, le menu digne d'Hercule que les militants néo-démocrates ont digéré sans sourciller lors de leurs assises du week-end dernier à Regina. S'ils l'ont fait, c'est que le NPD a renoncé à aller demander sérieusement aux Canadiens de lui confier le pouvoir. Ce programme à l'eau de rose est celui d'un parti qui traite ouvertement son accession au pouvoir comme une fiction et qui n'aspire qu'à l'opposition au sens le plus primaire du mot.

C'est la première fois de son histoire moderne que la formation socialiste canadienne renonce ainsi à faire semblant qu'elle a la moindre chance de former le prochain gouvernement. Poussé dans ses derniers retranchements lors des élections de 1993, le NPD fait un choix stratégique: il préfère soumettre ses objectifs électoraux plutôt que son programme au test d'un élémentaire réalisme.



Alexa McDonough

C'est la victoire de la facilité. Pour retrouver son droit de parole officiel aux Communes, le NPD a simplement besoin de faire élire trois députés de plus que les neuf qui avaient survécu à la catastrophe électorale de 1993. Dotée en Alexa McDonough d'un nouveau chef qui communique plus efficacement que son prédécesseur, le NPD a de bonnes raisons d'avoir quelques espoirs en Saskatchewan, dans certaines régions de l'Ontario et surtout dans les Maritimes où la notoriété locale de son chef, qui a fait carrière en Nouvelle-Écosse, laisse présager une modeste mais historique percée.

Le NPD calcule que, s'ils ont la conviction qu'une victoire libérale est incontournable, bon nombre d'électeurs jugeront qu'ils font oeuvre utile en redonnant une voix à la gauche au Parlement fédéral. Ce modeste pari est l'un des plus sûrs des prochaines élections.

Mais, à vaincre sans péril, on triomphe sans gloire. La principale règle à la clé du programme néo-démocrate est la loi du moindre effort. Pour produire sa plate-forme, le parti a puisé à l'aune de tous ses clichés, passes, présents et à venir. À Regina, on a systématiquement évacué des débats toutes les réflexions qui auraient pu avoir pour effet de brasser la cage néo-démocrate.

Un exemple parmi d'autres: une pro-

position voulant que la formation se résigne à se mettre à l'heure de l'ALENA n'a même pas été retenue pour discussion. Le NPD fédéral n'est tout simplement pas encore prêt à renoncer publiquement à reculer l'horloge des grands accords commerciaux et à envisager de nouveaux créneaux qu'il pourrait défendre avec une certaine utilité. Un autre exemple: il n'est pas question de repenser des prescriptions pour l'emploi comme la mise en chantier massive de travaux publics qui se sont avérés, à l'usage, être des remèdes de charlatans.

Le résultat, c'est qu'en matière économique, le NPD s'est doté d'un programme que des gouvernements issus de ses propres rangs, à commencer par celui du premier ministre Roy Romanow, de la Saskatchewan, ne pourraient pas envisager sans faire rire d'eux sur la place publique. Dans le scénario, probable, de l'élection d'un nombre suffisant de néo-démocrates pour que la formation reprenne du poil de la bête dans le prochain Parlement, l'absence de renouveau du NPD n'aura rien pour hausser la pertinence de sa contribution. D'ici là, la pensée magique qui inspire son programme menace de lui jouer un mauvais tour. En n'avançant pas de solutions de rechange crédibles aux politiques des libéraux, la formation prend le risque de rendre ses adversaires plus crédibles à ses propres dépens.

Sur la question Québec-Canada, le NPD a moins d'idées à offrir qu'un club de Chevaliers de Colomb.

Ainsi, la formation de Mme McDonough se perd encore en recherches pour découvrir des tenants québécois de la social-démocratie. Lucien Bouchard a beau gouverner comme Roy Romanow, négocier des consensus dont Bob Rae aurait rêvé, signer des ententes avec Ottawa comme Glen Clark, le NPD lance son programme au Québec comme une bouteille à la mer.

Les néo-démocrates se désespèrent à voix haute de la brisure entre la gauche québécoise et celle du reste du Canada et l'attribuent, à juste titre, à la question nationale; mais ils préfèrent ne pas noter que, depuis trois ans et demi, le Bloc québécois a repris presque toutes ses causes traditionnelles aux Communes. La formation de Mme McDonough parle de l'urgence d'ouvrir un dialogue sur l'avenir du Canada avec tout ce que le Québec compte de syndicats, de groupes anti-pauvreté et de mouvements féministes, mais refuse de se pencher sur la question, délicate mais évidente, d'éventuelles relations avec sa consœur souverainiste fédérale.

Mais le plus curieux, c'est quand même que le Nouveau Parti démocratique se présente aux électeurs, en 1997, comme le Bloc aux Québécois, en 1993, c'est-à-dire comme une formation qui n'aspire pas au pouvoir mais à qui sa mission consisterait d'embler un rôle essentiel au Parlement fédéral.

Il faut croire que la vocation de chien de garde politique a de l'avenir au Canada pour qu'une formation aussi enracinée dans le paysage que le NPD s'offre à son tour pour jouer ce rôle aux électeurs du reste du pays. Armée d'un programme aussi faible, la formation de Mme McDonough promet d'être un cerbere qui aboie beaucoup mais qui ne mord pas du tout.

## Pourquoi avoir ciblé Boscoville?

Laurier Boucher

L'auteur est travailleur social.

La décision des Centres jeunesse de Montréal de fermer Boscoville dans le cadre d'une réorganisation de services qui met de l'avant le « virage milieu » a fait couler beaucoup d'encre et de salive, et a donné lieu à plusieurs commentaires dont certains ne brillaient pas par leur sens de la nuance. Des commentaires qui démontraient bien souvent une profonde incompréhension de la question et des enjeux en cause.

J'ai travaillé dans le domaine de la protection de la jeunesse et des services aux jeunes pendant près de vingt ans. À ce titre je me permets de faire entendre ma voix.

Il fut un temps au Québec où le traitement des jeunes qu'on appelait à cette époque « des jeunes mésadaptés socio-affectifs » se faisait surtout dans le cadre d'un retrait du milieu familial et d'un placement en milieu institutionnel. Au tout début, ces « centres d'accueil » offraient des programmes de réadaptation d'inégale valeur, et cela était dû en grande partie au manque de formation des éducateurs et éducatrices qui étaient en relation constante avec ces jeunes dans le milieu institutionnel. Avec le temps, on a beaucoup amélioré la formation des éducateurs et éducatrices, et on a commencé à mettre de l'avant des méthodes d'intervention et de traitement très innovatrices et créatrices, ce qui a contribué à redorer le blason de la réadaptation en milieu institutionnel. C'est dans cette foulée qu'est né Boscoville. (...)

La renommée de Boscoville est devenue telle que des gens venaient d'un peu partout y observer de plus près le modèle d'intervention qu'on y avait instauré et l'organisation de ce Centre, révolutionnaire à plus d'un point de vue. (...)

Un des défauts que l'on pouvait reprocher à l'approche institutionnelle, à cette époque, était le suivant: autant on mettait d'effort à rejoindre le jeune et à le rééduquer, autant on laissait souvent dans l'ombre — et l'expression est faible — les premiers responsables de ces jeunes, soit les parents. Comme certains l'ont dit de cette époque, on sortait le jeune de son milieu « pour le rafistoler », et on le retournait après un certain temps — parfois assez long, car c'était aussi l'époque des placements et des ordonnances sans limite de temps — dans son milieu naturel, chez ses parents. Évidemment, si le milieu était beaucoup carencé et qu'on n'avait rien fait pour l'améliorer, il s'en suivait souvent que le fonctionnement du jeune, amélioré « en vase clos », ne pouvait plus résister aux pressions du milieu ouvert.

Graduellement, on s'est rendu compte qu'il y avait peut-être des façons autres d'atteindre le même but, soit de traiter ces jeunes mésadaptés socio-affectifs. On s'est rendu compte de l'importance du milieu, de l'importance des parents, de l'importance d'aider aussi ces derniers... Au niveau social, d'autres valeurs avaient commencé à émerger, souvent ancrées dans la reconnaissance des droits de l'enfant, dont le droit de vivre dans sa famille, parmi les siens, ou dans un milieu qui y ressemblait le plus possible. C'est en grande partie la Loi sur la protection de la jeunesse, votée en 1977 et mise en place à compter de janvier 1979, qui a commencé à disséminer ces valeurs de la société. Et non pas pour condamner le recours au placement en Centre d'accueil, mais plutôt pour y faire contrepoids en faisant valoir la nécessité d'apporter aide et support aux parents, de ne recourir au retrait de l'enfant de son milieu que quand cela était nécessaire, et de privilégier d'une certaine façon le recours à des mesures moins lourdes et aussi moins coûteuses. Ces orientations contenues dans la loi ont par la suite été reprises et réaffirmées dans un grand nombre des études et des rapports publiés au début des années 90, notamment le Rapport Bouchard « Un Québec fou de ses enfants »

dont on a dit qu'il s'agissait ni plus ni moins que d'un « projet de société pour le Québec ».

On le voit, le fameux « virage milieu » que les Centres jeunesse de Montréal invoquent pour justifier leur décision de fermer Boscoville, et que certains journalistes ont presque décrit comme la treizième des plaies d'Égypte à nous tomber dessus, ne date pas d'hier... Je le fais remonter à la mise en application de la Loi sur la protection de la jeunesse, il y a près de vingt ans. (...)

Donc, ce virage n'est pas nouveau. Mais il faut bien le comprendre et ne pas en dénaturer la finalité. Le « virage milieu » part d'abord du principe simple et, à mon avis, assez irrefutable qu'en général, il vaut mieux laisser un enfant dans son milieu, quitte à porter assistance à ce milieu, plutôt que de l'en extraire pour le placer ailleurs; il part aussi du principe que les parents sont les premiers responsables du bien-être de leurs enfants, et que le rôle de l'État et des services qu'il met en place n'est pas de se substituer aux parents, mais de renforcer leur capacité de s'acquitter au mieux de leur tâche. Il est bien certain par ailleurs que cela ne veut pas dire et n'a jamais voulu dire qu'il fallait laisser les enfants dans leur milieu naturel à tout prix, surtout quand ce milieu est très malsain et même dangereux pour eux!

Les Centres jeunesse de Montréal font-ils la bonne chose en fermant Boscoville? Je ne puis dire ni oui ni non à cette question. Je n'ignore pas la portée des déchirantes décisions que les dirigeants de cet établissement ont à prendre pour non seulement continuer à donner des services de qualité, mais pour les améliorer malgré l'état des restrictions budgétaires qui se resserrent sans cesse sur eux. Je dois présumer qu'ils ont passé en revue toutes les alternatives possibles avant d'en arriver à cette décision. Par ailleurs, je trouve étrange qu'ils invoquent tout à coup le « virage milieu » pour justifier leur décision, alors que, dans le réseau, on reproche depuis longtemps à cet établissement d'avoir trop longtemps continué à utiliser le placement. Pourquoi alors n'avoir pas pris ce virage plus tôt, car on en parle depuis au moins vingt ans? Serait-ce que la réalité budgétaire à laquelle ils font face maintenant n'était pas assez forte pour les y forcer? N'est-ce pas dommage que ce soit seulement quand on y est forcé financièrement qu'on se décide enfin à prendre les virages qu'on aurait dû amorcer plus tôt... Cela ne contribue certes pas à donner bonne presse à ces virages, qu'ils soient « milieu » ou « ambulatoires ».

Autre question: pourquoi avoir ciblé Boscoville, ce joyau et ce symbole d'excellence en psycho-éducation qu'on vient encore admirer d'un peu partout, même s'il a changé au cours des ans et n'est plus le Boscoville dont se souviennent Michel Forget et tant d'autres? N'auraient-ils pas pu amorcer ou continuer leur « virage milieu » en fermant d'autres centres moins notoires, et dont la mise en veilleuse aurait suscité moins de mécontentement? Autant de questions qu'on peut se poser, et auxquelles je ne prétends pas avoir la réponse.

Une chose est certaine, en tout cas, et ce sera ma conclusion: la situation dont on parle n'est pas simple, elle a des ancrages dans une histoire dont il faut posséder au moins quelques éléments pour en parler avec un minimum d'intelligence. Elle comporte de sérieux enjeux sociaux pour les jeunes, pour les parents que nous sommes, et pour notre société dont nous sommes tous citoyens. Et il ne faut surtout pas penser, comme l'insinuent les commentaires de certains journalistes entendus ou lus récemment, que ceux qui ont à prendre ces décisions ne sont que de froids technocrates dont le seul souci est de répondre à des impératifs budgétaires ou financiers! Je connais la plupart de ces hommes et de ces femmes, et je sais le sérieux avec lequel ils prennent ces décisions et les déchirantes remises en question que cela leur occasionne.

# Recruter un jeune, mode d'emploi



Mathieu Perreault

Robert Dubreuil, formateur pour Emploi Jeunesse, un club de recherche d'emploi qui offre aussi des conseils en recrutement aux employeurs. « L'évaluation de l'intérêt du candidat pour le poste est aussi importante : sans expérience de travail dans le domaine, il est plus difficile de s'assurer que la bonne personne se retrouvera à la bonne place. »

Pour investiguer les compétences d'un jeune, le recrutement doit être planifié très consciencieusement. « L'évaluation des connaissances peut se faire à partir du c.v., mais les habiletés pratiques et le comportement au travail pose problème, remarque M. Dubreuil. Des mises en situation s'imposent pour vérifier les habiletés, et des questions sur les activités parascolaires au niveau du comportement. Ce sont des comparaisons imparfaites, mais la période de probation est là pour corriger les erreurs. »

De toute façon, les risques financiers sont moins élevés pour les postes d'entrée, remarque Claire Landry, psychologue industrielle du bureau André Filion. « Comme ils ont moins d'expérience, les jeunes ont moins tendance à parler de



leurs réalisations, même les emplois non-rémunérés, dit-elle. S'il a lu sur l'entreprise, c'est déjà beau. Il faut les pousser à raconter ce qu'ils ont vécu. »

Par exemple, demander au jeune candidat quelle est la pire situation qu'il a vécue donne accès à des informations très intéressantes sur sa résistance à la pression. « Si ça a été d'être en retard à un examen de physique, il n'a pas vécu beaucoup de situations stressantes, relève Mme Landry. Au contraire, s'il se met à pleurer en racontant le deuil de sa mère ou de sa soeur, une certaine fragilité psychologique peut être présente. On peut aussi appeler d'anciens professeurs pour avoir des commentaires. »

## En confiance

L'embauche d'un jeune oblige également l'employeur à analyser sa propre personnalité. « Beaucoup se plaignent que les candidats manquent de naturel en entrevue, qu'ils agissent de manière différente une fois embauchés », observe Stéphane Larocque, intervenant à Emploi-Jeunesse, qui a visité une vingtaine d'associations patronales de la région montréalaise depuis l'automne, pour y donner des conférences sur l'embauche de jeunes et présenter un livre de conseils sur la question. « Pour éviter cela, il faut mettre le jeune en confiance, pour qu'il livre davantage le fond de sa pensée. »

M. Larocque a élaboré quatre types d'employeurs : celui qui pose des questions claires, directes, « façon Jean-Luc Mongrain » ; l'intellectuel, dont les questions sont plus alambiquées, « à la manière de Robert-Guy Scully » ; le bon père de famille, qui considère son entreprise comme sa famille et dont l'attitude rappelle les entrevues de Janette Bertrand ; et le « bon gars », qui s'étend longuement sur le golf ou le lieu d'origine du candidat plutôt que de l'interroger sur

ses études. « Comme il a moins d'expérience en entrevue, le jeune va réagir à la façon dont est posée la question, souligne M. Larocque. Si elle est longue, il va s'étendre un peu plus. Il faut donc que l'embauteur soit conscient de son attitude et la tempère pour arriver à obtenir les renseignements nécessaires. Un patron très systématique peut poser seulement deux questions, et laisser le hasard déterminer le cours de l'entrevue, alors que celui qui se sait plus amical doit s'en tenir à une liste préparée. »

Une fois le candidat choisi, son intégration doit tenir compte de l'établissement de relations professionnelles avec ses collègues, un processus pas toujours facile. « Le jeune a tendance à être plus idéaliste, à s'arrêter plus longuement aux conflits, aux imperfections d'une organisation, commente Mme Landry. Il ne fait pas toujours la distinction entre le travail et la vie. De même, il faut s'assurer qu'ils ne se brûlent pas les ailes en s'investissant outre mesure dans leurs tâches. »

**C**omment vérifier la compétence d'un candidat dont les expériences de travail ne dépassent pas une demi-page ?

Engager un jeune peut être intéressant : salaire moins élevé, motivation à toute épreuve, pas de mauvais plis. Mais lequel choisir ? Et surtout, comment réussir à intégrer quelqu'un qui n'a jamais connu de relations de travail ?

Ce qu'il faut viser, c'est une personnalité compatible. « Comme les jeunes auront besoin d'un coaching plus serré, une bonne adéquation des caractères du jeune et de son supérieur est cruciale », explique



À Hydrocom, la présidente Annie Rouleau a embauché depuis trois ans une quinzaine de personnes, dont le tiers sont des jeunes, comme Denis Poissant et Hugo Saint-Onge, deux représentants de ventes.

## Hydrocom tire profit des réseaux universitaires

**Q**ui a dit que les finissants universitaires avaient un piètre réseau de contacts ? Certainement pas Annie Rouleau.

« Beaucoup s'imaginent qu'en dehors des réseaux d'hommes d'affaires comme la famille Péladeau ou les frères Lemaire, il n'y a pas de salut », explique la présidente d'Hydrocom, une entreprise de Châteauguay qui fabrique des produits reliés à l'électricité et à la construction de réseaux électriques. « Mais c'est oublier que des ressources énormes se trouvent à l'école, qui compensent en partie le manque d'expérience. »

Depuis trois ans qu'elle dirige la boîte fondée en 1979 par son père Bernard, Mme Rouleau a rajouté dix ans à 38 ans la moyenne d'âge des employés. Le tiers de la quinzaine de personnes qu'elle a embauchées terminaient tout juste leur cégep technique ou leur baccalauréat universitaire. N'eût été de l'ouverture d'un bureau américain à Leeds, qui requerrait du personnel d'expérience, la proportion aurait pu être encore plus grande.

« Pour des recherches spécialisées, nous travaillons souvent avec des professeurs d'université. L'implantation du système de travail Kaizen se fait avec un chercheur de l'UQAM, la mise au point d'un bain de galvanisation en collaboration avec l'université McMillan de Toronto, et le Centre des matériaux composites de Saint-Jérôme est impliqué dans certains de nos projets. »

Pour les stages, la stratégie est la même. « Nous prenons trois stagiaires par an, deux du collégial et un universitaire. Je leur donne des projets spécifiques, en les encourageant à faire appel à leurs profes-

seurs, aux ressources de leur école. »

### La technologie

Quand il s'agit de haute technologie, la jeunesse peut se révéler un atout plus précieux que l'expérience. « Tout change tellement vite : les logiciels, les technologies, les systèmes d'assurance-qualité comme ISO. Un jeune sera plus apte à comprendre. Quand on a passé son adolescence à jouer avec les ordinateurs, on développe des réflexes informatiques. Mes jeunes employés ont toujours un chum qui connaît un logiciel qui m'intéresse ou qui pose problème. »

Si cégeps et universités se sont adaptées rapidement à l'informatique, selon Mme Rouleau, il n'en va pas de même avec les normes ISO. « Quand elles seront bien implantées dans les écoles, les finissants seront les meilleures personnes à embaucher. »

Si elle apprécie la formation générale des universitaires, Mme Rouleau déplore que les stages ne soient pas la règle. « Au sortir de l'université, le réflexe du travail d'équipe n'est pas là. Les finissants sont trop individualistes. Aussi, il nous arrivent parfois trop confiants : ils s'attendent à un certain standing associé à leur formation, qui ne correspond pas à la réalité du marché du travail. »

À 27 ans, Mme Rouleau se souvient toujours de la difficulté de passer des entrevues quand on n'a pas d'expérience. Les jeunes font face à une compétition très forte sur le marché de l'emploi, note-t-elle. « En Alabama, j'ai profité du « downsizing » pour recruter la crème de la crème, des gestionnaires dans la cinquantaine. »

## Pas facile de percer le marché caché des emplois...

**P**ercer le marché caché des emplois... une tâche qui confine aux tourments de Sisyphe, quand on est jeune, qu'aucun des ses camarades n'ose espérer un poste permanent et qu'on ne connaît pas d'autre employeur que le patron de la cantine voisine.

Pourtant, une foule de trucs s'offrent au jeune qui termine l'école ou cherche à sortir de la précarité. Cibler certaines entreprises, faire le tour des réunions de son association professionnelle, jeter un regard neuf les réseaux de connaissances sont autant d'avenues aussi évidentes que négligées.

« Dernièrement, mon garagiste m'a demandé, au moment où il faisait le plein d'essence de ma voiture : « Madame, mon fils, qui étudie en finances à Concordia, se demande s'il pourrait vous envoyer son c.v. » J'ai trouvé qu'il s'agissait d'un jeune homme ingénieux, même si je ne voyais pas à qui je pourrais le référer », relate Paule Doré, présidente de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Les emplois d'été, par exemple, constituent une manière d'établir un début de réseau professionnel. « Mais la plupart des jeunes ne sont pas intéressés à se créer des réseaux dans ce milieu-là, où ils ne veulent pas rester », remarque Madeleine Gauthier, sociologue à l'INRS Culture et société. « Pourtant, tout comme les réseaux de pairs, ils peuvent permettre l'accès à une information utile. »

D'ailleurs, affirme Mme Doré, « le dernier emploi est la meilleure carte de visite ».

### Interlocuteurs stratégiques

Même sans expérience de travail, on peut acquérir une connaissance du marché de l'emploi. « Certains gestionnaires sont prêts à rencontrer des finissants pour leur expliquer les activités de leur firme, le marché dans lequel elle évolue », explique Armand Lévesque, conseiller chez Besner Consultant, une société spécialisée en ressources humaines. « Le plus dur, c'est d'arriver à leur parler. »

Une tactique toute simple permet d'accéder à ces interlocuteurs stratégiques : les « appels à froid ». « Tout d'abord, une compagnie susceptible d'embaucher doit être sélectionnée, suggère M. Lévesque. Il faut obtenir de la réceptionniste le nom de la personne s'occupe du département qui nous intéresse. Plutôt que de demander à lui parler tout de suite, mieux vaut fermer la ligne et le rappeler deux jours plus tard, pour éviter de

se voir référé au département des ressources humaines. Plutôt que de dire qu'on cherche un emploi, on indique qu'on cherche un avis professionnel, ou qu'on effectue une recherche. D'ailleurs, ce n'est pas un mensonge. »

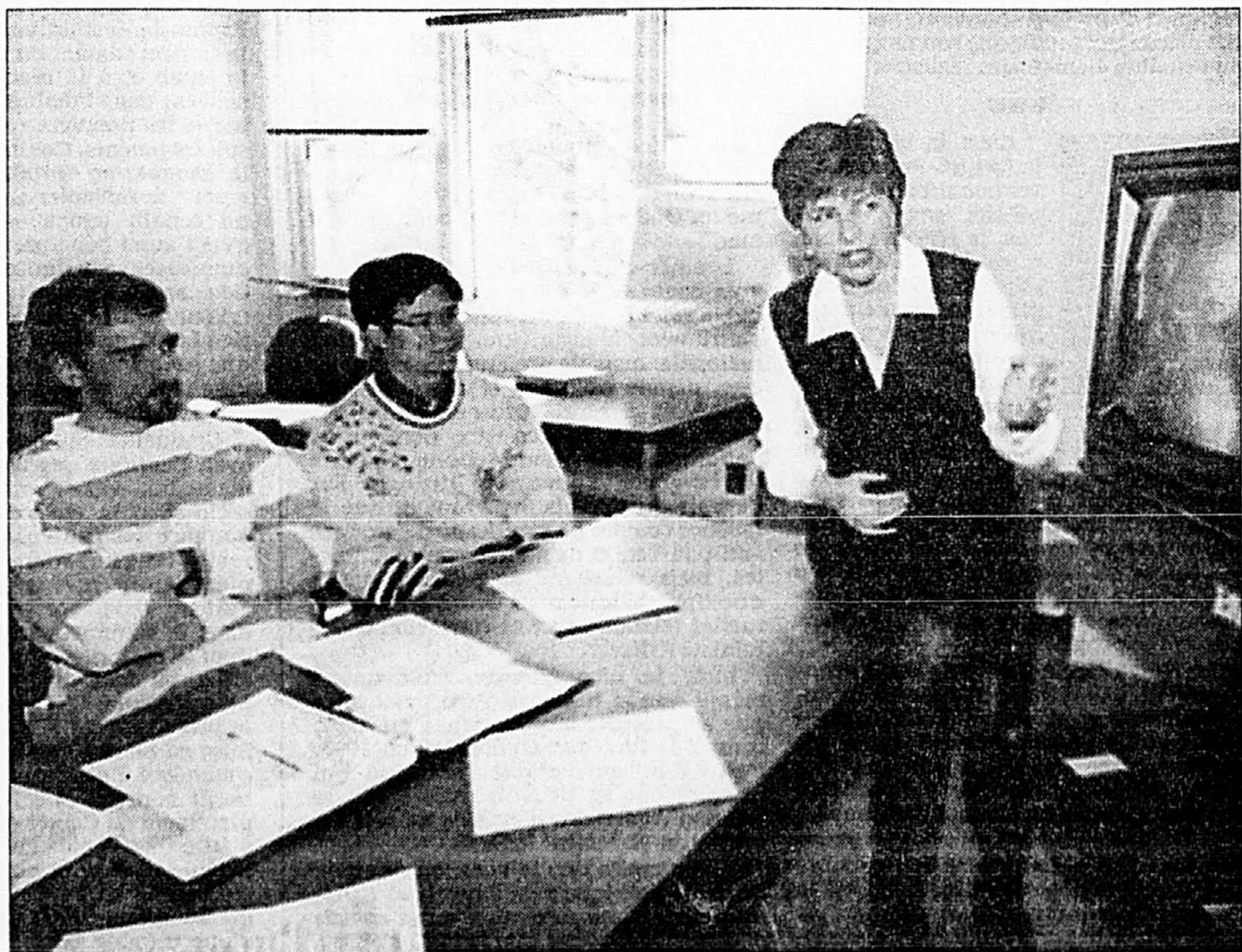
À tout le moins, un tel entretien permet de vérifier le genre d'emploi qu'offre la compagnie et le secteur d'activité. « Si une sympathie s'installe, on ne sait jamais, précise M. Lévesque. Un poste peut s'ouvrir une semaine plus tard. Pour cette raison, il est important de porter une attention particulière à chacun de ses contacts, particulièrement quand ils sont peu nombreux. Il faut prendre sa recherche d'emploi au sérieux, consacrer un temps adéquat à chaque démarche. »

### Réseau de contacts

L'établissement d'un réseau de contacts peut même être plus efficace que l'envoi de curriculum vitae. « De nos jours, le réseau est le meilleur des billets d'entrée sur le marché du travail », constate Paule-Marie Gagné. « La visite des compagnies intéressantes, qui peut être facilitée par l'appartenance à une association professionnelle, la participation à des débats et conférences sont autant de manières d'accéder à des informations utiles. Ceux qui ont de l'entregent peuvent même s'inscrire à des clubs de conditionnement physique où ils côtoient des employeurs potentiels. »

Le marché du travail peut aussi être vu comme une toile d'araignée, où chaque croisement de fils correspond à un emploi et à un individu qui en est responsable. « Il s'agit d'identifier les personnes qui sont reliées au gestionnaire s'occupant du poste désiré, pour tracer le chemin qui y mènera, le réseau social qui permettra d'atteindre la position voulue », explique Mario Charette, de l'Ordre professionnel des conseillers d'orientation.

Développer un réseau de contacts est une chose, bien l'utiliser en est une autre. « Certains arrivent à être opportunistes, d'autres préfèrent s'organiser seuls », relève Geneviève Fournier, directrice du Centre de recherche et de développement de carrière de l'université Laval. « Mais attention : un réseau offre aussi un support en cas de coup dur. Sans ce soutien, on est plus vulnérable à une recherche d'emploi qui s'allonge. Par ailleurs, tous ne partent pas avec les mêmes chances : ceux qui ont un réseau limité n'en sont pas nécessairement responsables. »



« Des visites professionnelles ou même l'inscription à un club sportif sont autant de moyens d'améliorer son réseau », explique Paule-Marie Gagné, conseillère en perfectionnement professionnel à l'université McGill, qui enseigne aux étudiants qui vont terminer leurs études comment se chercher un emploi.

Plus

# Une arme à deux tranchants?

*En drainant hors du réseau de la santé un personnel compétent, dans la cinquantaine, le gouvernement aurait-il gaffé?*



Marie-France Léger

**L**e technicien en orthopédie Raymond Filteau a sauté sur l'occasion. Cinquante-huit ans d'âge et 38 années de service. Le programme temporaire de retraite des syndiqués du secteur public, négocié dans le cadre de la loi 104 et accessible jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet, lui permet d'obtenir une rente pratiquement équivalente à son salaire actuel. Le rêve.

« Sans ce programme, je ne serais pas parti. » M. Filteau est heureux mais pas aveuglé par le bonheur. Il voit autour de lui un grand nombre de personnes très intéressées à lever les voiles. « C'est pas parce qu'on veut se lancer des fleurs mais c'est la crème qui s'en va. Les plus expérimentés. Si tout le monde part, qui va accompagner les plus jeunes sur le terrain? »

Raymond Filteau a mis le doigt « sur le bobo ». Le programme temporaire du gouvernement est très alléchant pour ceux qui ont accumulé plusieurs années d'ancienneté et c'est justement ce qui fait craindre le pire. En drainant hors du réseau de la santé un personnel compétent, dans la cinquantaine, le gouvernement aurait-il gaffé? Les salles d'opération, les soins intensifs, les salles d'urgence, les cliniques externes, par exemple, vont-elles se vider d'un seul coup d'un trop grand nombre d'employés expérimentés?

De l'aveu même du président de la CARRA (Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances), il s'agit là du plus ambitieux programme de retraite au Canada. En tout, 100 000 personnes y sont admissibles, sur les 440 000 syndiqués du secteur public.

« Dans une si courte période (trois mois) et avec un tel volume de personnes admissibles, c'est ce qui s'est fait de plus gros au Canada. Le programme fédéral s'étalait sur trois ans, de 1995 à 1998, et il visait 40 000 personnes... », a commenté Michel Sanschagrin, président de la CARRA. Tout un défi. En tout, on anticipe le départ de 15 000 employés syndiqués, dont 7 500 à la santé. C'est là, dit-il, une estimation raisonnable du nombre de départs basée sur l'expérience passée. Mais personne ne peut prédire aujourd'hui où exactement se produira la saignée.

Chose certaine, la CARRA reçoit plus de 1 200 appels d'information par jour — on a triplé le nombre de téléphonistes — et les entrevues individuelles au bureau de l'organisme ont été multipliées par...10! Une centaine de séances d'information sont planifiées à travers le Québec d'ici à la fin du mois d'avril. Lundi dernier, la salle réquisitionnée à Montréal a été prise d'assaut: on attendait 200 personnes, il en est venu plus de 1 000...

**Un programme temporaire mais universel**

« C'est un programme universel, libre et volontaire. On ne peut quand même pas empêcher des gens de s'en aller », se défend de son côté Hubert Gauthier, sous-ministre adjoint aux relations professionnelles au ministère de la Santé et des Services sociaux. M. Gauthier

en convient, les mois qui viennent seront difficiles puisque la majorité des retraites vont s'annoncer à la fin mai et au début de juin. « Le degré de difficulté est augmenté, c'est vrai, parce qu'on ne sait pas où les employés vont sortir. On va avoir une grosse corvée de remplacement. On n'a jamais dit que ce serait une sinécure. » Mais, ajoute-t-il, on attendra pas pour autant à la toute dernière minute, soit le 2 juillet au matin, pour se retourner. Les établissements, de dire M. Gauthier, en bons gestionnaires, ont déjà commencé à sonder les employés sur leurs intentions de manière à identifier les postes qu'il faudra abolir et ceux qu'il faudra combler.

« On gère déjà des vacances massives trois ou quatre fois par année. Là, on va gérer des « vacances » de postes de la même façon mais à un degré de difficulté plus élevé », d'indiquer le sous-ministre soulignant que les syndicats avaient accepté de raccourcir les délais de mouvements de personnel à un maximum de 90 jours.

En attendant, dit-il, les employés à temps partiel occasionnels prendront la place des nouveaux retraités, comme ils l'ont toujours fait pendant les périodes de vacances régulières.



PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

**Louise Dagenais, 52 ans, infirmière-chef au service des urgences de l'Hôtel-Dieu, croit que les nouveaux retraités vont aller grossir le réseau privé de la santé.**

sident exécutif de l'association, les mouvements internes de personnel pendant la période de remplacement, prévus par les conventions, vont alourdir le processus et rendre les mois à venir encore plus invivables tant pour le personnel que pour les malades.

L'Ordre des infirmières ne cache pas non plus son inquiétude. Les infirmières les plus expérimentées, qui travaillent en salle d'opération ou aux soins intensifs, en pédiatrie ou en psychiatrie, ne se remplacent pas si facilement, prévient Guylaine Desrosiers, la présidente de l'Ordre. C'est, disait-elle récemment en entrevue à La Presse, un des sujets de grande inquiétude chez les infirmières pour les mois à venir.

Même Lise Denis, directrice de la Conférence des régies régionales de la santé et de services sociaux du Québec, n'est pas très à l'aise avec tous ces départs précipités dans le réseau. Elle admet que les régies régionales auront beaucoup de mal à planifier les remplacements en toute dernière minute. « Nous aussi on est inquiet. La difficulté qu'on va avoir c'est de planifier la couverture des services. On connaît les volumes potentiels de départs mais après ça, il y aura des choix individuels », a-t-elle souligné.

Mme Denis explique que les abolitions de postes se feront surtout dans les secteurs administratifs et chez les employés auxiliaires (buanderie et alimentation). Dans les services directs à la population, dit-elle, « on va remplacer le plus possible. » Pour ce faire, on ira puiser dans un bassin de 5 000 employés sécuritaires du réseau de la santé déjà en disponibilité.

**Les départs bénéficieraient au secteur privé**

Et comme si ça ne suffisait pas, on apprend que les cadres discutent actuellement avec le gouvernement sur les scénarios d'un éventuel programme temporaire de

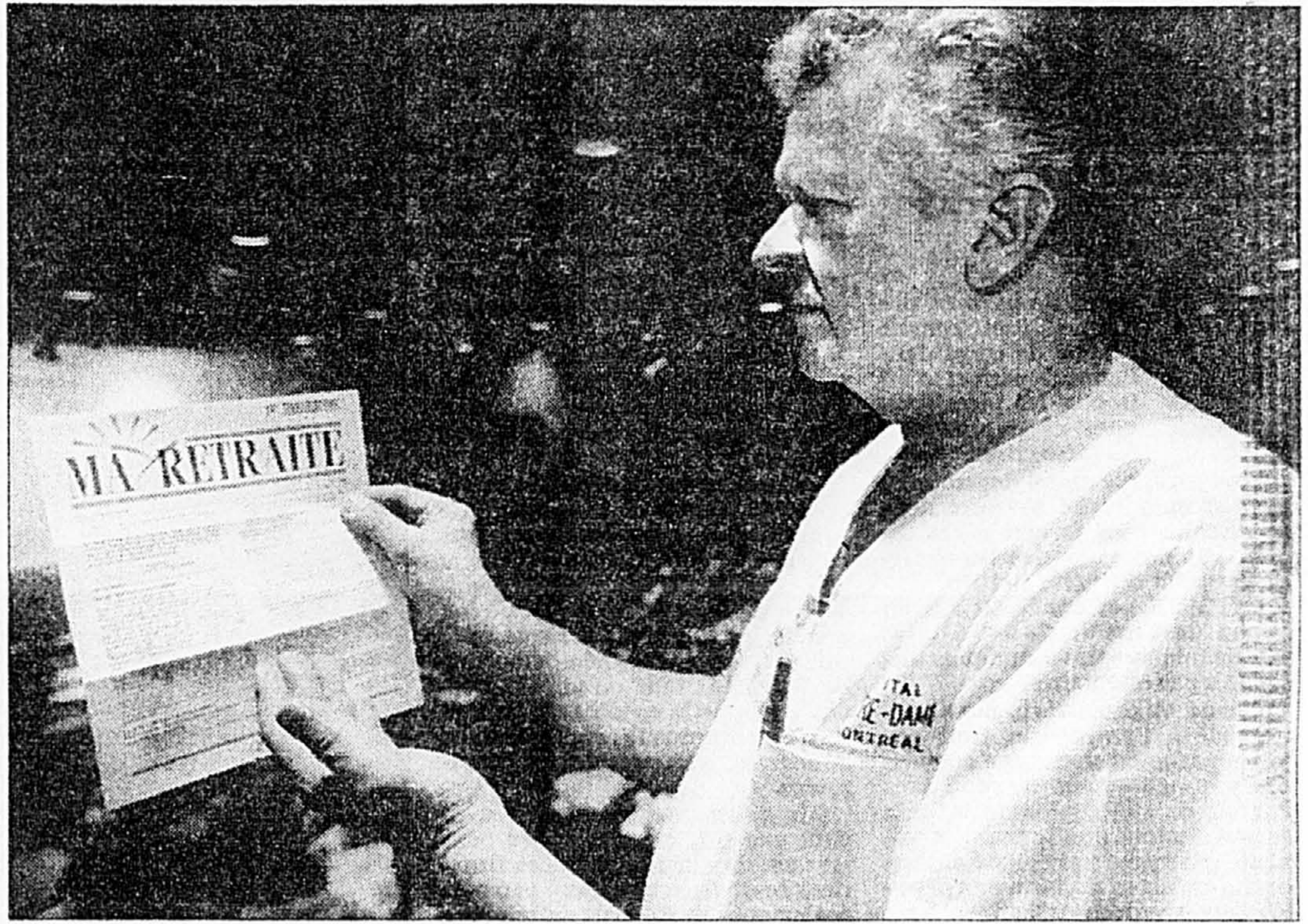


PHOTO REV. LEMÉE, La Presse

**Le technicien en orthopédie Raymond Filteau, 58 ans, profite du programme temporaire de retraite du gouvernement à compter du 1<sup>er</sup> juillet prochain. Il s'attend à une saignée parmi les employés expérimentés du réseau.**

**Régime de retraite des employés du secteur public**

56 ans et 24 années d'admissibilité au salaire de 25 000 \$	
Rente actuelle:	10 080 \$
Avec le programme temporaire:	12 000 \$
55 ans et 20 années d'admissibilité (15 ans d'expérience et 5 années rachetées) au salaire de 30 000 \$	
Rente actuelle:	7 400 \$
Avec le programme temporaire:	11 116 \$
55 ans et 35 années d'admissibilité (20 ans d'expérience et 15 années rachetées) au salaire de 40 000 \$	
Rente actuelle:	16 400 \$
Avec le programme temporaire:	26 450 \$

Infographie La Presse

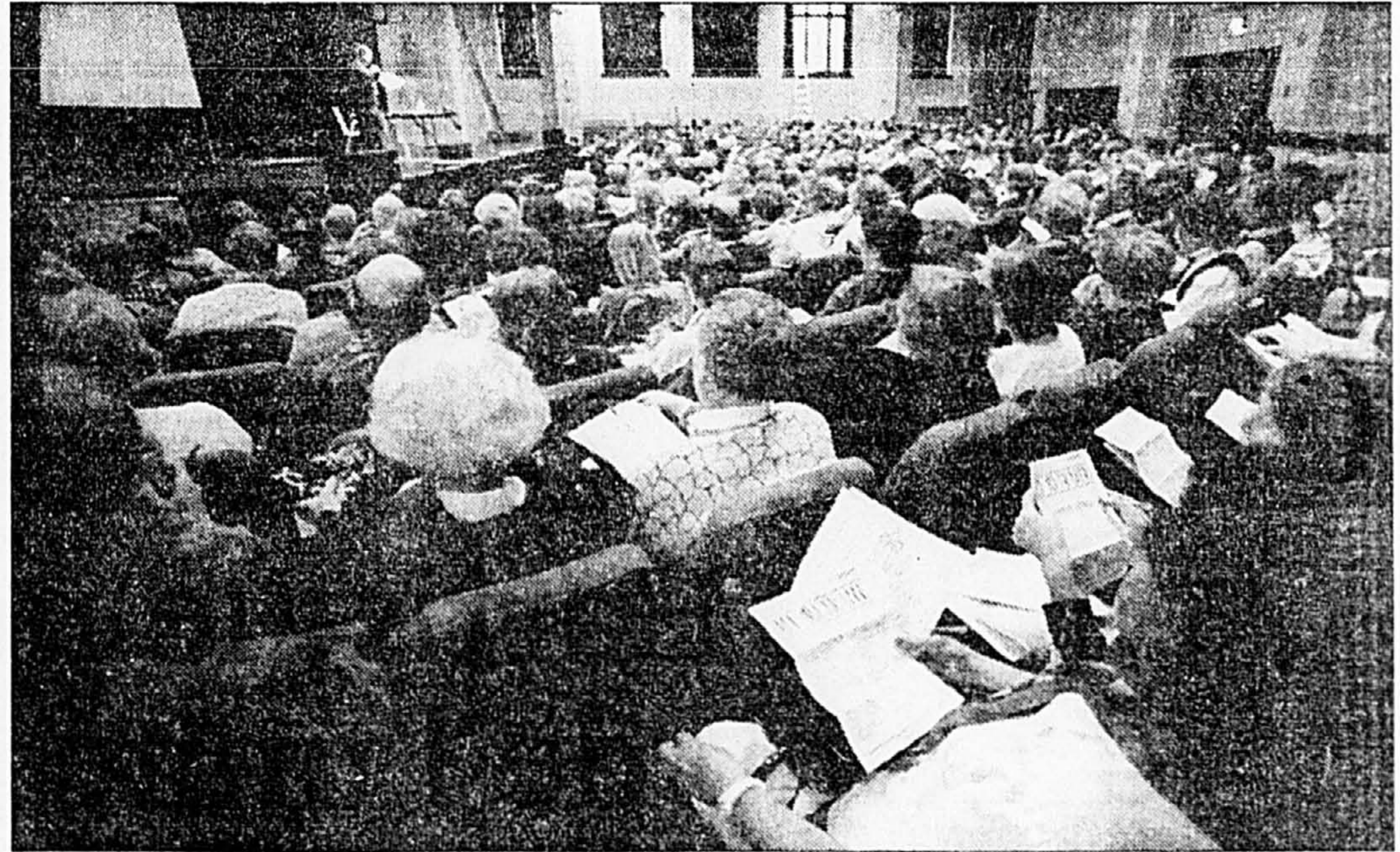


PHOTO ANDRÉ FORGET, La Presse

**Mardi soir, à la Bibliothèque nationale, les syndiqués du secteur public étaient venus en grand nombre entendre un porte-parole de la CARRA sur les modalités du programme temporaire de retraites.**

retraite. On compte 25 000 cadres dans le secteur public, dont la moitié dans le réseau de la santé.

« Peut-être qu'avec les programmes de retraite déjà offerts, il (le gouvernement) trouvait qu'il n'en avait pas sortis encore assez. » À 52 ans, Louise Dagenais, infirmière-chef à l'urgence de l'Hôtel-Dieu, a décidé de plier bagages. Comme cadre, elle avait signé, fin décembre, pour le programme de départ volontaire mais les nouvelles discussions en cours avec le gouvernement l'étonnent.

« C'est bizarre. On nous présente un programme qui prend fin le 31 janvier. Et là, il y en a un autre en discussion trois mois plus tard. Mais moi, est-ce que je vais y avoir droit, s'ils offrent plus? », se demande-t-elle en pestant contre l'attitude du gouvernement.

Mais ce n'est pas pour l'argent qu'elle s'en va. Elle n'obtient en

fait que l'équivalent de la moitié de son salaire. Ce qu'elle déplore, c'est la baisse de qualité des soins dans le secteur public et l'incertitude qui flotte encore autour du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM). Elle ira sans doute dans le réseau privé de soins et ne sera pas la seule. Selon elle, les départs massifs provoqués par le gouvernement vont certainement profiter au réseau parallèle privé.

« Je ne pensais pas partir à 52 ans. Je viens de finir un bac. Ici, à l'urgence, quatre infirmières syndiquées ont pratiquement signé. Elles ont 52 ans et plus. Ce sont des gens avec une grande expertise et un bagage important. Ça m'inquiète pour cet été. Les jeunes, ils ne l'ont pas l'intégration des connaissances. Je ne leur mettrais pas une urgence entre les mains », a-t-elle ajouté.

Comme Mme Dagenais, plusieurs se demandent pourquoi le

gouvernement a agi si vite, sans laisser davantage de temps de réflexion à des milliers de personnes qui doivent prendre à toute vapeur une des décisions les plus importantes de leur vie. « Il s'agit purement d'une opération comptable visant le déficit zéro. Il n'y a aucune vision d'ensemble », déplore Guy Lessard, le président du RACAR (Regroupement des associations de cadres en matière d'assurance et de retraite).

M. Lessard regrette que le gouvernement n'ait pas pris le temps d'évaluer les services nécessaires à la population avant de renvoyer tout le monde à la maison. « Si les conditions sont alléchantes, les gens se sentiront obligés de partir. Mais prendre sa retraite à 50 ans, c'est risqué. Il y en a beaucoup qui vont déchanter après quelques mois. A-t-on mesuré l'impact social de tous ces départs? », s'inquiète-t-il.

## L'ONTARIO À MI-MANDAT DE MIKE HARRIS

## La machine du bon sens commence à grincer



Gérald LeBlanc

envoyé spécial  
TORONTO

2,4 millions d'habitants et abolissant la moitié des commissions scolaires.

**Polarisation**

On sera alors rendu à mi-mandat du gouvernement élu pour transformer la façon de gouverner en Ontario, tel que stipulé dans le manifeste électoral *La révolution du bon sens*.

Contrairement à l'opinion générale, les croisés du bon sens n'ont pas gardé l'appui majoritaire de la population durant les deux années où ils ont viré l'Ontario sens dessus dessous.

Le dernier sondage de la firme Environics, effectué du 25 mars au huit avril, donnait 38 % d'appui aux conservateurs contre 43 % aux libéraux.

« C'est comme ça depuis le début de 1996, sauf pour le sondage de décembre alors que les deux partis étaient à égalité. Le gouvernement conservateur de Mike Harris a suivi, durant la première moitié de son mandat, la même courbe que celle du gouvernement néo-démocrate de Bob Rae : lune de miel et descente graduelle en deça de l'appui reçu aux élections », explique Jane Armstrong, vice-présidente d'Environics.

Mme Armstrong souligne cependant une différence marquée dans les taux de satisfaction. « Les Ontariens se divisent toujours à peu près également, 50-50, mais on retrouve plus de gens très satisfaits ou pas du tout satisfaits, que par le passé. »

Bref, on assiste à une polarisation entre les pro-Harris et les anti-Harris. Une situation qui porte aux affrontements, plus fréquents en Ontario que durant les 25 dernières années.

Mme Armstrong rappelle enfin les causes d'inquiétude ou de mécontentement de l'électorat : la profondeur et la rapidité des changements ainsi que le manque de consultation. « Même quand on est d'accord, on trouve que ça va trop vite et on déplore le manque de consultation, comme dans la fusion des six villes de la communauté urbaine de Toronto. »

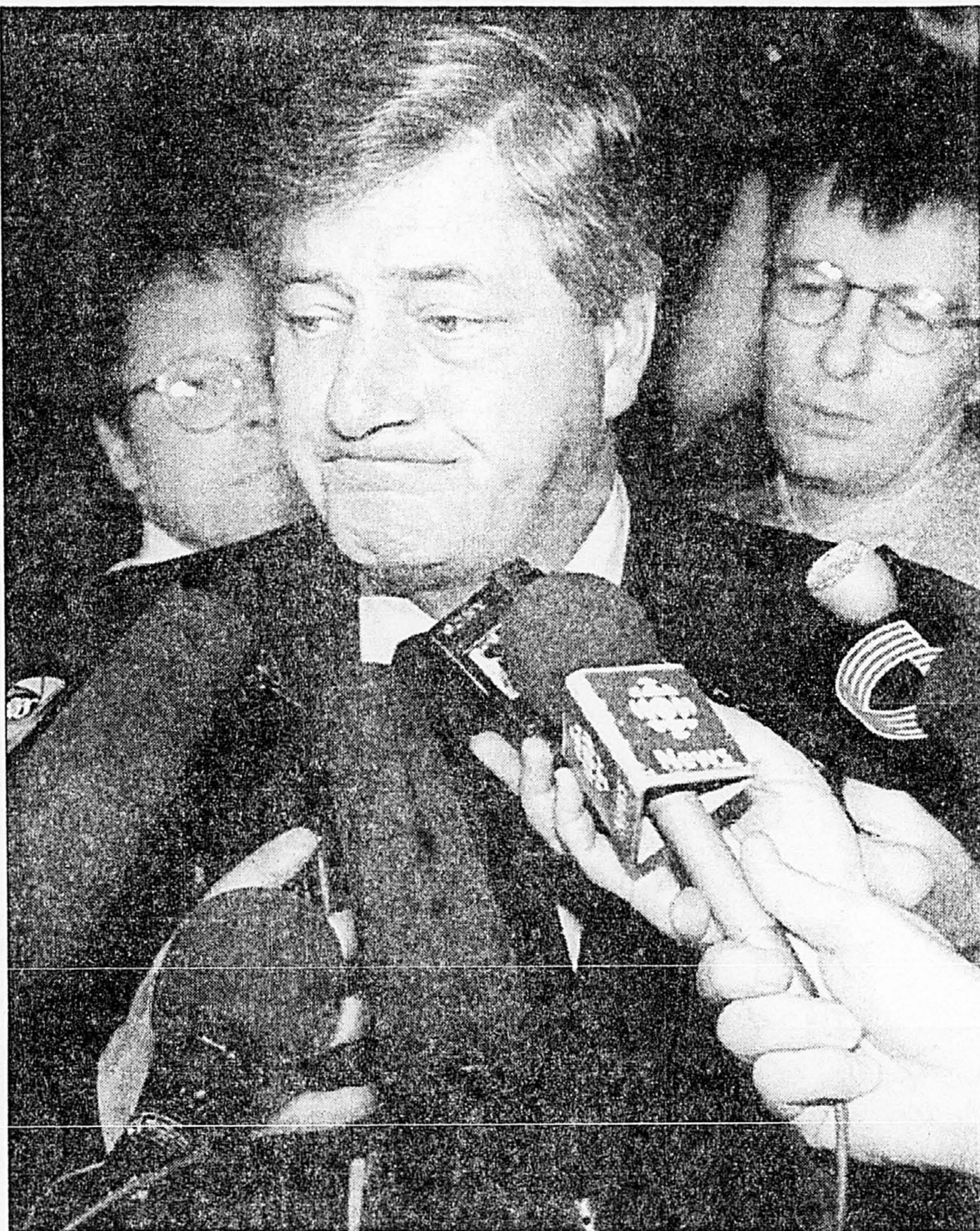
**Sauvé par les sous**

On dit souvent que les gouvernements doivent porter les coups les plus douloureux en début de mandat et les chantages du néolibéralisme ajoutent qu'il faut frapper vite et dur.

Après avoir frappé sans relâche depuis deux ans, le gouvernement Harris pourrait laisser respirer ses électeurs durant la deuxième moitié de mandat.

Surtout, il pourrait les laisser jouir en paix de sa baisse de 30 % de l'impôt sur le revenu des particuliers.

Comme pour Ottawa, la reprise économique pourrait justement



Après avoir frappé sans relâche depuis deux ans, le gouvernement Harris pourrait laisser respirer ses électeurs durant la deuxième moitié de mandat. Comme pour Ottawa, la reprise économique pourrait justement fournir au gouvernement Harris les moyens de dorer la pilule, souvent amère, de la refonte de la manière de gouverner.

fournir au gouvernement Harris les moyens de dorer la pilule, souvent amère, de la refonte de la manière de gouverner.

Daniel Schwanen, analyste à l'Institut C.D. Howe de Toronto, estime que les nouvelles économiques sont favorables au gouvernement Harris.

« Presque tous les indicateurs, des exportations au marché immobilier, indiquent une assez bonne productivité économique. Même si pour l'emploi, on est loin du compte — le gouvernement Harris

a promis 750 000 nouveaux emplois durant son mandat — les statistiques de mars indiquent une chute du chômage, surtout à Toronto, aussi témoin d'une forte reprise immobilière. »

Une forte activité économique entraîne une abondante rentrée de fonds pour le Trésor public. Déjà le premier ministre Harris et son ministre des Finances Eves ont commencé à préparer le terrain pour les bonnes nouvelles du budget de mai.

La bonne rentrée de fonds permettra surtout au gouvernement

Harris de continuer ses réductions d'impôt sur le revenu des particuliers, les derniers 15 % devant être accordés en juillet 96 et janvier 97, sans compromettre la lutte au délit.

M. Harris pourra alors même se vanter de tout avoir prévu : « Je vous l'avais bien dit que les baisses d'impôt stimulaient l'économie et se finançaient par elle-mêmes. » C'est loin d'être assuré, mais qui, sauf mon collègue André Pratte, l'auteur du *Syndrome de Pinocchio*, se préoccupe de vérité en temps d'élections ?

L'esprit de parti en politique, tout comme l'esprit de corps dans l'armée, permet d'affronter les pires critiques et de traverser les pires crises.

Pour garder le moral des troupes, le premier ministre s'efforce donc de distribuer les faveurs à ses députés. Un poste grandement apprécié est celui d'adjoint parlementaire : 11 155 \$ par année en sus du salaire de base de 78 000 \$ et le rôle de ministre de second plan aux comités parlementaires.

Quand Mike Harris a, mardi, rétrogradé à l'arrière-ban trois adjoints parlementaires, on a compris que tout ne tournait pas rond dans l'armée de « la révolution du bon sens ». Surtout que le premier ministre n'a même pas daigné annoncer lui-même sa décision aux députés Carr, Murdoch et Skarica.

Il agit de punitions pour ceux qui ont critiqué, en public ou même au caucus, la manière de procéder du gouvernement, particulièrement dans la fusion forcée des villes de Toronto. Malheur à ceux qui oublient l'esprit de parti !

« C'est de la dictature ! » « Seuls les bonasses sont appréciés ! » « Nous n'avons plus le droit de parler au nom de nos électeurs ! » Les mauvais soldats ont accusé l'entourage du premier ministre de prendre toute la place et ont promis de ne pas respecter la ligne de parti, lors du vote sur la future mégapole de Toronto.

Avec 82 des 130 sièges de Queen's Park, Mike Harris n'est certes pas en danger, mais la grogne de la troupe lève le voile sur les ratés de la révolution du bon sens.

Après un épuisant filibuster, où les néo-démocrates ont forcé l'assemblée à siéger 230 heures sans arrêt et où le président de la Chambre a été menacé de destitution par ses collègues conservateurs, les députés étaient en vacances cette semaine.

De retour lundi, on devra adopter une loi pour empêcher la répétition du guignol de la semaine dernière — le NPD avait présenté 13 000 amendements, un pour chaque rue de Metro Toronto —, annoncer la date du prochain budget (au début du mois de mai) et faire voter les lois créant la mégapole de

**Avec 82 des 130 sièges de Queen's Park, Mike Harris n'est certes pas en danger, mais la grogne de la troupe lève le voile sur les ratés de la révolution du bon sens.**

## Mike Harris : le non-instruit du club de l'unité canadienne

La rentrée politique de Brian Mulroney, lundi au Canadian Club de Toronto, a permis au Canada anglais de nous fournir une réponse et de poser une série de questions.

Après les excuses du fédéral dans l'affaire Airbus, le magazine Maclean's titrait : *La revanche de Mulroney*. Après son discours de lundi au Canadian Club, on parlait d'un début de réhabilitation.

Pendant deux jours, les commentateurs du Canada anglais ont parlé de Mulroney pour dire deux choses : on n'aimait toujours pas le messager (les trois quarts de l'éditorial du *Toronto Star*), mais on était entièrement d'accord avec son message (le dernier quart de l'éditorial).

C'est le chroniqueur du *Toronto Star*, moins poli que ses collègues, qui est allé au fond de l'affaire. Dans sa chronique *Rappelez-vous pourquoi nous avons haï Mulroney*, Robert Fife se dit d'accord avec tout ce que Mulroney reproche à Jean Chrétien, puis rappelle que s'il de-

meure « le premier ministre le plus détesté de l'histoire canadienne », c'est qu'il a accueilli des séparatistes dans son cabinet et qu'il a donné naissance à Bouchard « le traître charismatique » qui dirige le Québec.

Enfin une réponse claire sur les motifs de la haine viscérale portée à Mulroney.

**Huguenot ou non-instruit**

Les questions soulevées portaient, elles, sur Mike Harris, dont l'absence au Canadian Club fut d'autant plus remarquée que trois anciens premiers ministres de l'Ontario (Davis, Peterson et Rae) entouraient M. Mulroney à la table d'honneur.

Commentateurs et analystes n'arrivent pas à saisir sa démarche sur le front de l'unité nationale. On

le traite de huguenot, de non-initié ou encore de Doctor Jekyll et Mister Hyde.

Trois jours après le référendum québécois de 95, dans une rencontre secrète à Toronto, il refusait l'invitation de Jean Chrétien de coïncider Lucien Bouchard avec « la société distincte ». On lui a reproché son manque de collaboration.

À New York l'année dernière, il avait situé à près de 0 % les chances que l'indépendance du Québec se fasse un jour. On l'a alors accusé de n'avoir rien compris au dernier référendum.

Le mois dernier en Colombie-Britannique, il a dit que la société distincte était une vieille expression d'une politique démodée. Preston Manning et Bernard Landry ont applaudi tandis que Jean Charest et Daniel Johnson s'arrachaient les cheveux.

Il visite Jean Charest et fait du ski avec lui. Il s'est lié d'amitié avec Lucien Bouchard, qu'il a visité à Québec et qu'il a reçu à Toronto. Preston Manning assistait jeudi à son dîner-bénéfice à Ottawa.

Certains évoquent son manque d'intérêt et de temps pour la question de l'unité nationale, avec en conséquence beaucoup d'improvisation dans ses remarques sur la question.

Un courriériste de Queen's Park évoquait l'image du gentil docteur Jekyll, quand il est au Québec ou avec des Québécois, et du terrible M. Hyde, quand il est loin de ses voisins, en ajoutant ne pas savoir lequel était le vrai Harris.

Un de ses conseillers nous disait que les gens de Harris sont traités comme les huguenots (en France, nom donné aux calvinistes par les catholiques) de l'unité nationale.

Jeffrey Simpson, chroniqueur au *Globe*, exprimait bien, mercredi, le mépris de l'intelligentsia canadienne pour le non-instruit de North Bay, dans sa chronique intitulée *Harris avance à tâtons le long de l'itinéraire sécessionniste de Bouchard*.

En plus de fustiger Mike Harris pour ses relations amicales avec l'ennemi séparatiste, le chroniqueur souligne sa méconnaissance du dossier de l'unité. Il cite un ancien premier ministre et un homme

d'affaires stupéfaits de son manque d'engagement pour l'unité et de sa naïveté à l'endroit de Bouchard.

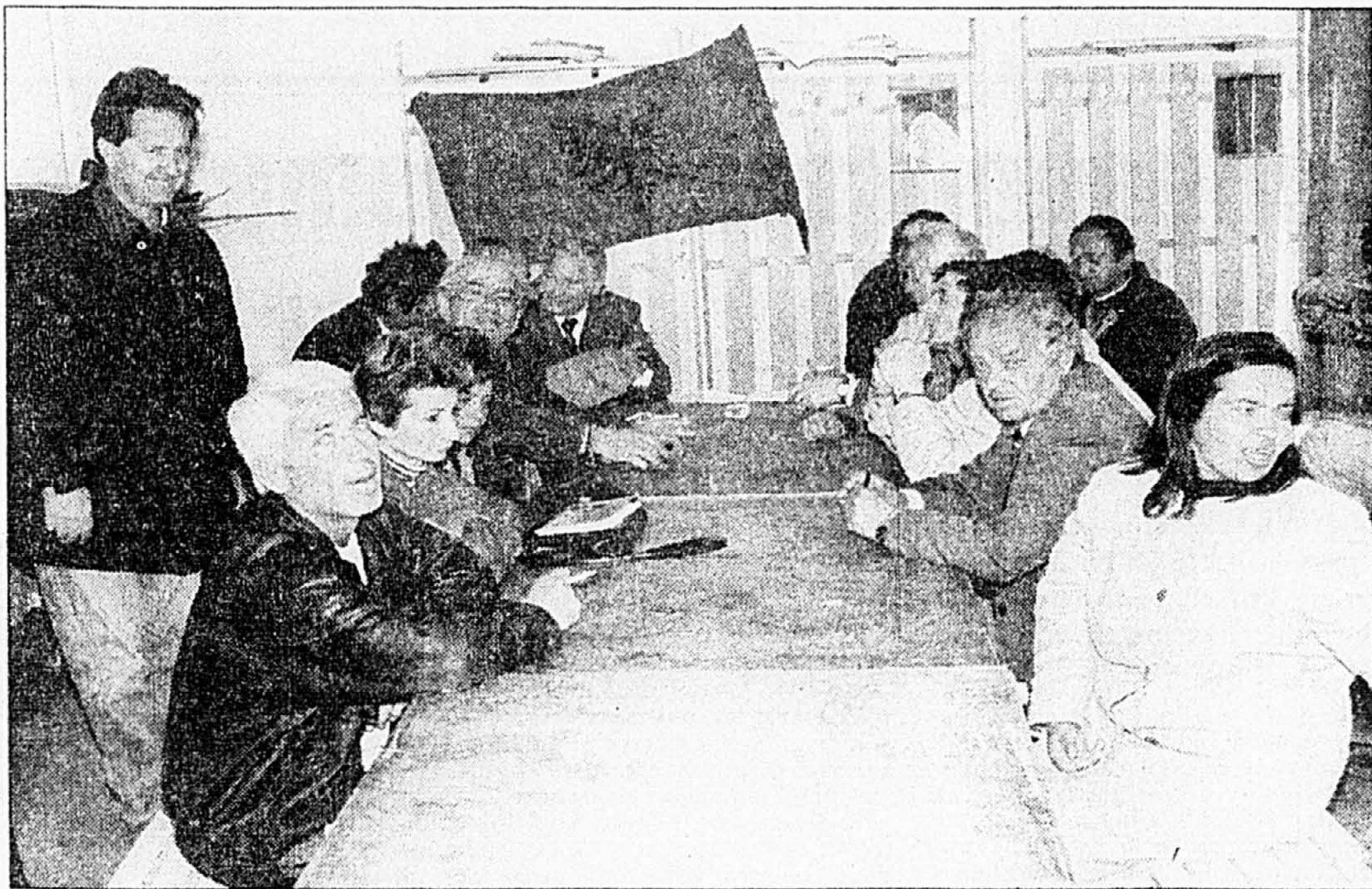
Il existe au Canada un club de l'unité canadienne, qui a développé ses experts, son vocabulaire, ses règles et ses sous-entendus. Et manifestement, Mike Harris ne semble aucunement intéressé à s'initier aux secrets du club.

Quand on lui parle d'unité nationale, il répond que les Québécois, comme tous les autres Canadiens, veulent des jobs et de la prospérité.

Quand on lui reproche son manque d'engagement sur le front constitutionnel, il répond : « Qu'ont accompli nos élites, depuis 25 ans, pour stopper le séparatisme ? Ils ont failli lamentablement et nous n'avons aucune leçon à recevoir d'eux. »

Ce qui ne nous dit pas ce que mijote le notable de North Bay pour la province-soeur, comme il se plaît à nommer le Québec.

## Plus



Autour d'une table au lycée de la ville, les 23 membres du Comité de salut public tiennent leur réunion quotidienne dans un atmosphère de fébrilité. Ils se savent très bien entourés. Presque tous leurs concitoyens possèdent des armes, allant de grenades jusqu'aux kalachnikovs omniprésentes.



# Le résultat de cinq années de vol institutionnalisé



## L'Albanie en deroute

FRED A. REED  
collaboration spéciale, TIRANA

*L'auteur rentre d'Albanie. Il connaît bien les Balkans. L'automne dernier, il a publié Slonica Terminus, Travels into the Balkan Nightmare chez Talonbooks.*

**L**a catastrophe qui s'abat sur le pays le plus démuné de l'ancien bloc communiste n'est pas tombée du ciel. Elle est, selon l'écrasante majorité des témoignages que nous avons recueillis, la conséquence de cinq ans de vol institutionnalisé au sommet même de l'État.

Bien entendu, tous les Albanais ne voient pas ce qu'ils appellent pudiquement « la situation » du même oeil. Ce que certains décrivent comme une « insurrection populaire » est perçu par d'autres comme une tentative de déstabilisation d'un régime trop indépendant à l'égard de ses maîtres.

D'autres, médusés par les chiffres mirobolants produits par le régime et ses défenseurs au sein des agences internationales, ont voulu croire aux chimères. L'Albanie, bon élève du FMI, n'affichait-elle pas le taux de croissance le plus élevé de l'Europe de l'Est? N'avait-elle pas appliqué les plans d'ajustement structurel avec éclat?

À Tirana, le Parti démocratique au pouvoir, dirigé par le président Sali Berisha, se défend à peine. Depuis l'éclatement de la crise, il agit l'épouvantail d'un complot étranger tramé quelque part entre Washington, son allié indéfectible d'autrefois, et Athènes. Appuyé par des organisations extrémistes grecques, ce plan ne viserait pas moins que l'annexion de cette partie méridionale de l'Albanie longtemps convoitée par la Grèce.

Au début des troubles, fait-on valoir à titre de preuve, le sous-ministre grec des Affaires étrangères, M. Yannis Kranidiotis, n'avait-il pas visité la ville de Gjirokastra sans en avertir Tirana?

La mise en exécution du plan nommé « Lotus » serait accompagnée d'un véritable coup d'État fomenté par d'anciens agents de la

sigurimi, la police secrète de l'ancien régime, de mèche avec le Parti socialiste, héritier du parti unique de feu le dictateur Enver Hoxha.

Révéler en chambre par le chef de la police secrète actuelle (SHIK), M. Bashkim Gazidede, l'argument fut aussitôt repris par les alliés du pouvoir, y compris les « radicaux » du mouvement des Albanais au Kosovo et en Macédoine voisins, et répercuté par la télévision de l'État, sous le contrôle du président.

### La goutte pyramidale

L'hypothèse d'un complot aussi sophistiqué résiste, cependant, mal au contact de la dure réalité albanaise. Elle escamote surtout l'affaire désormais notoire des « pyramides », ces fondations spéculatives, Sude, Xhafëri, Gjallica, Vefa-spéculatives, qui ont englouti les épargnes de 80 % des foyers, pour un total de plus d'un milliard de dollars. C'est grâce à l'essor factice des « pyramides » que la croissance albanaise a été la plus forte de l'Europe en 1996.

L'éclatement de la bulle spéculative, en décembre 1996, fut la goutte qui fit déborder le vase, transformant des investisseurs béats et heureux de taux d'intérêt mensuels pouvant atteindre les 50 % en insurgés, voire en rebelles. Les « pyramides » ont pris leur envol après les élections frauduleuses du 26 mai.

Elles avaient trois fonctions :

- 1) blanchir l'argent sale de la mafia sicilienne et de certains pays islamiques, notamment le Koweït et l'Arabie Saoudite, afin de financer les activités illégales comme la vente d'armes au Rwanda et en Afghanistan ;

- 2) siphonner des fonds accumulés dans le trafic de pétrole et d'armes pendant la guerre de Bosnie dans les caisses occultes du président et de ses amis ;

- 3) mettre la main sur l'épargne des Albanais, renfloué à 98 % par les remises des travailleurs émigrés. Mis au courant sur le tard du danger que les pyramides faisaient peser sur son régime, le président Berisha chercha à limiter les dégâts, en faisant emprisonner quelques responsables. Rien n'y fit.

La promesse, non tenue certes, de rembourser dès le 5 février, dé-

clencha des manifestations dans plusieurs villes du sud, plus touchées parce que, toute proportion gardée, plus « prospères ». C'est à Vlora, ville côtière à 150 kilomètres au sud de Tirana, où les manifestations s'embrasèrent avant de se transformer en l'insurrection qui ébranlera le régime de M. Berisha, mènera à la dissolution de l'État albanais et secouera à nouveau les Balkans.

### La déroute albanaise

Ainsi naissait un foyer d'instabilité que les puissances européennes, dont l'Italie, profondément impliquées dans la survie du régime albanais, se dépêchèrent de maîtriser. Le prétexte : protéger la distribution de vivres à la population si ce n'est pas le régime du président lui-même.

De toutes les villes de l'Albanie, Vlora peut se vanter d'une véritable tradition communarde. C'est ici où le drapeau albanais a été hissé pour la première fois en 1912. Aujourd'hui, elle se trouve entièrement aux mains des insurgés. Ceux-ci se sont procurés des armes quand l'armée s'est effondrée en l'espace de quelques jours, abandonnant casernes, uniformes, munitions et même armes chimiques.

Après des batailles rangées contre les agents du SHIK, les insurgés ont incendié les locaux et ravagé le siège social de la Gjallica, fondation « pyramide » italo-albanaise basée à Vlora. Mais loin d'être livrée à l'anarchie, la ville a été rapidement prise en main par un Comité de salut public reconnu par les citoyens comme leur seul représentant.

Aujourd'hui Vlora vit au rythme trépidant de la démocratie directe. Autour d'une table au lycée de la ville, les 23 membres du comité tiennent leur réunion quotidienne dans un atmosphère de fébrilité. Un seul téléphone relie le local au monde extérieur.

Les membres du comité, dont cinq femmes, se savent très bien entourés. Presque tous leurs concitoyens possèdent des armes, allant de grenades jusqu'aux kalachnikovs omniprésentes.

Propulsé à la tête du comité, Albert Shyti, un jeune homme d'affaires au sourire brillant, n'en revient toujours pas d'être là. « J'avais déposé de l'argent auprès de la Gjallica comme tout le monde », raconte-t-il dans un excellent grec appris pendant quatre ans d'émigration à Athènes. « Quand j'ai entendu qu'elle refusait de nous rembourser, je suis rentré chez moi, fin janvier. » « Le 4 février, le président Berisha a avoué ne pas pouvoir nous faire remettre notre argent. Les gens avaient tout perdu, ils étaient furieux. Moi, je suis allé à la télé locale pour dire la vérité. Je savais qu'on s'est fait voler. J'ai alors déclaré que celui qui devait porter le blâme, c'était Berisha lui-même. »

### Qui sont les insurgés ?

Devant les accusations voulant que les meneurs de l'insurrection soient des anciens communistes et des mafieux, M. Shyti s'esclaffe : « Moi, communiste ? Mais voyons, je n'ai que 26 ans ! Nous sommes là parce qu'il y a eu une fraude énorme. Celui qui a fait monter les pyramides, c'est Berisha. Pendant cinq ans, il n'a fait aucun effort pour faire travailler le monde. C'est lui, le mafioso. »

À Tirana M. Arben Puto, fondateur en 1990 du Forum pour les droits humains, est catégorique quant aux origines de la crise dont



Pour M. Arben Puto, fondateur en 1990 du Forum pour les droits humains, la crise est d'abord politique, mais aussi économique et sociale. « Nous avons eu une croissance bidon. Peut-on parler d'une vraie économie fondée uniquement sur l'épargne, une économie où les gens ne travaillent pas ?

les « pyramides » n'en étaient que le détonateur. « Certains disent que le peuple est arriéré, malade, paranoïaque, qu'il a voulu s'enrichir en 24 heures. Mais où était le gouvernement pour prévenir ? La crise a surtout démontré que ces gens là sont des assoiffés de pouvoir, incapables de gérer les affaires d'État. »

Il ajoute, l'oeil brillant, que Berisha n'aurait jamais pu aller si loin sans le soutien des étrangers. « Les Américains, dit-il, l'ont mis en place, et quand ils commençaient à avoir des réserves à son sujet, les Européens ont pris la relève. Mais voilà que notre président, lui, secrétaire du Parti communiste pendant 25 ans, jouait avec succès la carte anticommuniste. »

Pour M. Puto, la crise est d'abord politique, mais aussi économique et sociale. « Nous avons eu une croissance bidon. Peut-on parler d'une vraie économie fondée uniquement sur l'épargne, une économie où les gens ne travaillent pas ? Il y a des forces occultes qui sement le désordre afin de perpétuer l'état d'urgence. »

« Leur but serait de reporter les élections fixées pour le 29 juin aux calendes grecques », explique-t-il, laissant entendre que ce serait le président lui-même qui manipule les bandes d'inconnus.

« Écoutez, ce régime n'a pas créé un seul emploi. Et maintenant, tout a été détruit pour une deuxième fois. Ce que nous vivons n'est pas moins qu'une révolution contre le mauvais gouvernement, contre un régime qui n'a pas voulu entendre raison. Comme dit la Déclaration universelle, un peuple mal gouverné a le droit de se soulever. »

Pire, c'est le président lui-même qui a intérêt à présenter l'Albanie comme un pays livré aux chiens, fait valoir M. Arben Puto, archéologue et président de l'Alliance démocratique, petite formation née d'une scission au sein du Parti démocratique il y a quatre ans.

« Ainsi, il se présente comme la seule alternative au chaos qu'il a lui-même créé. » M. Berisha « n'est pas un politicien, mais un démagogue », soutient-il. « Mais il est efficace auprès des Européens qui veulent avoir un anticommuniste, un homme de stabilité au pouvoir en Albanie. Parmi ses amis on trouve les démocrates-chrétiens allemands, le Volkspartei autrichien, les conservateurs britanniques, ces Don Quichotte de la guerre froide en mal d'adversaire, ainsi que les gauchistes grecs et italiens, toujours soucieux de démontrer leur anticommunisme. »

S'il existe en Albanie un homme que le pouvoir déteste, c'est bien Frok Cupi, chroniqueur au quotidien indépendant *Koha Jone*, dont les bureaux ont été incendiés par des « inconnus » au début de la crise. Nous l'avons rencontré à la levée du couvre-feu dans un café de banlieue pas loin de la rédaction clandestine du journal qu'il a fondé en 1991. Critique impénitent du régime, il écorche au passage le gouvernement de réconciliation nationale dirigé par le Premier ministre socialiste, M. Bashkim Fino, ancien maire de la ville de Gjirokastra. « Qui veut-on reconcilier, après tout ? Nous avons un conflit entre deux parties : d'un côté Berisha, de l'autre, les Albanais, et là, il n'y a pas de réconciliation possible. Le peuple de Vlora a manqué son coup. Il a du marcher sur Tirana », insiste l'homme qui a rendu public la stratégie secrète de l'état-major des forces armées albanaises visant à noyer l'insurrection dans le sang. « Mais c'est trop tard. Les partis politiques lui ont prolongé la vie. Ce gouvernement ne fait qu'exécuter des ordres venant de l'Europe. Il avait une tâche à accomplir : faire partir Berisha. Mais il ne l'a pas fait. C'est un coup dur pour les Albanais, mais ils s'en souviendront. »

# Politique

## Loi antitabac : Charest se rit de Chrétien

MARIE TISON  
Presse Canadienne

Le fait que le premier ministre Jean Chrétien parle d'amender la loi antitabac presque immédiatement après l'avoir fait adopter prouve qu'il ne sait pas ce qu'il fait.

C'est du moins ce qu'a affirmé hier le chef du Parti conservateur Jean Charest, alors qu'il visitait le salon de la jeunesse à Montréal.

« À ma connaissance, c'est une première dans l'histoire canadienne », a-t-il déclaré.

Jeudi, moins de 24 heures après l'adoption du projet de loi C-71, le premier ministre Chrétien a promis d'y apporter des amendements à l'automne si des problèmes se posaient au sujet de la commandite d'événements sportifs et culturels, comme le Grand Prix du Canada de Montréal.

« Pourquoi faire adopter un projet de loi si on annonce en même temps qu'on veut le faire changer dans les six prochains mois ? a demandé M. Charest. Ça nous prouve à quel point Jean Chrétien et les libéraux fédéraux sont à la veille d'une élection, et qu'ils improvisent. »

Le chef du Parti conservateur a déclaré que s'il prenait le pouvoir, il serait prêt à revoir la législation et à considérer les amendements que les sénateurs conservateurs ont proposés.

Il a déclaré qu'il était légitime d'inclure dans une telle loi des restrictions sur la publicité destinée aux jeunes, mais qu'il fallait quand même faire preuve de flexibilité.

M. Charest a également dénoncé la présence de la vice-première ministre Sheila Copps à une manifestation contre la fermeture de l'hôpital franco-ontarien Montfort, il y a quelques jours.

Le chef conservateur a rappelé que le gouvernement libéral fédéral avait coupé de 40 pour cent ses transferts en argent aux provinces dans le domaine de la santé.

Il a affirmé que Jean Chrétien avait du culot d'envoyer par la suite une de ses ministres manifester contre les coupures dans la santé en Ontario.

### Les jeunes

M. Charest avait choisi le salon de la jeunesse pour présenter des éléments du programme de son parti affectant les jeunes. Il a notamment insisté sur l'importance de mettre au moins un ordinateur dans chacune des classes du Québec et de rendre accessibles des ordinateurs portatifs aux étudiants du collège et de l'université.

Il a aussi affirmé qu'un gouvernement conservateur modifierait le régime d'assurance-emploi de façon à favoriser la transition vers le marché du travail.

Tous les jeunes devraient être soit aux études, soit en formation, soit au travail ou soit engagés dans des services à la communauté, a-t-il affirmé.

M. Charest a cependant beaucoup de travail à faire pour se faire connaître auprès des jeunes. Une vingtaine de jeunes interrogés dans les allées du salon de la jeunesse ignoraient jusqu'au nom de Jean Charest.

## Québec s'engage dans la promotion de la souveraineté à l'étranger

KATIA GAGNON  
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Le ministère des Affaires internationales s'engage résolument dans la promotion de la souveraineté à l'étranger afin que le gouvernement péquiste puisse, le cas échéant, bénéficier d'appuis solides pour la réalisation de son projet politique.

C'est ce qui ressort du plan stratégique du ministère, dont *La Presse* a obtenu copie en marge de l'étude des crédits budgétaires. Une large section de ce plan, qui s'étend jusqu'en l'an 2000, porte sur l'action politique du ministère, qu'on entend clairement « renforcer ».

Un des objectifs du ministère se lit d'ailleurs comme suit : « Promouvoir activement à l'étranger les divers éléments qui caractérisent la société québécoise de manière à pouvoir, le moment venu, bénéficier d'appuis pour la réalisation du projet politique du gouvernement. »

Pour ce faire, on veut cibler des membres de gouvernements, d'organisations internationales, du monde des médias, afin de contrer les actions « agressives » menées par le fédéral à l'étranger. « Le gou-

vernement fédéral a mis en place, depuis le résultat du dernier référendum, une stratégie agressive visant à priver le Québec des appuis politiques et de la reconnaissance internationale, qui, le cas échéant, pourraient lui être nécessaires. »

### Les États-Unis

Les États-Unis, qui ont toujours clairement exprimé leur préférence pour un Canada uni, sont particulièrement visés par l'offensive québécoise. « Une approche discrète, mais active, doit donc être poursuivie pour constituer un réseau fiable de personnalités américaines influentes à Washington. Il est primordial que les décideurs américains soient sensibilisés aux enjeux de la politique québécoise pour qu'ils adoptent une attitude diplomatique neutre à l'égard de la

question québécoise. »

Le Mexique et certains pays d'Amérique latine « où le Québec dispose déjà d'un capital de sympathie à consolider », ainsi que certains pays d'Afrique francophone sont aussi clairement visés. C'est sans parler de la France, où le Québec devra faire l'impossible pour poursuivre la consolidation des appuis à l'option souverainiste.

« Le premier objectif à poursuivre sera l'élargissement des appuis via une pédagogie accentuée auprès des interlocuteurs susceptibles d'influer sur les prises de position de ce pays relativement au projet souverainiste. »

Le ministère lancera également une vaste campagne de relations publiques afin de redorer l'image du Québec et de sa métropole dans les capitales étrangères. « La diffusion dans la presse mondiale d'images négatives et déformées ont cristallisé sur le Québec des clichés tenaces qui nuisent au développement du Québec et de Montréal », constate-t-on. En conséquence, il faudra présenter le Québec comme « porteur d'un projet exemplaire et acteur international crédible ».

Comme Québec n'a pas les

moyens de se lancer dans une campagne de publicité à grand déploiement, on veut encore la viser des personnalités du monde politique ou financier et entretenir avec eux des « rapports suivis et personnalisés ». Les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Japon feront l'objet d'un effort particulier en ce sens.

### Scandaleux, dit l'opposition

La critique de l'opposition, Fatima Houada-Pépin, trouve tout simplement « scandaleux » que le ministère des Affaires internationales utilise des fonds publics pour faire la promotion de la souveraineté. « Politiser à ce point les relations internationales, c'est extrêmement dangereux. Je n'ai jamais vu un document aussi partisan émaner de ce ministère », conclut-elle.

Pour sa part, le ministre Sylvain Simard a préféré ne pas faire de commentaires sur des informations « qui pourraient porter préjudice aux relations que le gouvernement québécois entretient avec les autres gouvernements », a fait savoir son attaché de presse, Daniel Amar.

## Le NPD en campagne au Québec

Les Québécois progressistes n'ont d'autres choix que d'appuyer le NPD, selon son chef

MARIO FONTAINE

Les Québécois progressistes n'ont qu'une option aux prochaines élections fédérales : voter pour le Nouveau Parti démocratique, a affirmé hier le chef de la formation, Alexa McDonough.

Selon elle, puisque le Bloc québécois se situe dans la mouvance du Parti québécois et que le PQ et son chef, Lucien Bouchard, appliquent maintenant des politiques de droite, la seule voie progressiste se trouve du côté des néo-démocrates.

Ceux-ci n'ont obtenu que 1,6 % des suffrages au Québec aux élections de 1993, et ne semblent pas en voie de faire mieux cette année. Ce qui ne semble pas décourager Mme McDonough, laquelle était venue présenter le programme de son parti dans la métropole, où elle ne fera que quelques apparitions durant la campagne électorale.

« Les souverainistes prétendent être des socio-démocrates dans un sens, mais chaque jour c'est plus clair : les programmes qu'ont suivis les gouvernements de Jean Chrétien et de Lucien Bouchard sont vraiment les mêmes : ce sont les



Alexa McDonough, leader du Nouveau Parti démocratique, était de passage hier à Montréal.

programmes des grandes corporations, les programmes pour les riches, les privilégiés, les grandes entreprises. Où est la différence entre les deux ? » demande Mme McDonough.

La formation a adopté, la semaine dernière à son congrès de Regina, un document intitulé « Un ca-

dre pour l'avenir du Canada ». Officiellement, les néo-démocrates visent un maximum de sièges à l'issue des prochaines élections. En pratique, ils veulent avant tout reconquérir leur statut de parti officiellement reconnu aux Communes, ce qui signifie au moins 12 députés.

## EN BREF

### La météo : un bien public

■ Environnement Canada n'a aucunement l'intention de privatiser son service météorologique, dit un responsable haut placé au ministère. Le directeur général de la politique, David Grimes, a démenti la nouvelle selon laquelle une étude prévue à l'automne considérerait la privatisation comme une façon d'offrir des services plus adéquats. « Le but de cette étude n'est pas de privatiser le service météorologique », a déclaré hier M. Grimes à Ottawa.

### Clark optimiste

■ Les conservateurs, actuellement détenteurs d'à peine deux sièges aux Communes, y compteront entre 60 et 70 représentants à l'issue des prochaines élections, a prédit l'ancien premier ministre Joe Clark, hier à Whitehorse. « Nous aurons à nous battre, mais je crois que nous avons une chance de remporter un grand nombre de sièges », a-t-il déclaré. Par ailleurs, le prochain gouvernement fédéral devra encaisser le statut distinct du Québec ainsi que l'autonomie des nations autochtones du pays au sein de la constitution, a estimé M. Clark.

### Patrick MacAdam interjette appel

■ Reconnu coupable d'évasion fiscale, jeudi, Patrick MacAdam, ancien bras droit de l'ex-premier ministre Brian Mulroney, a fait savoir hier qu'il en avait appelé de ce verdict. Proche conseiller politique de M. Mulroney, M. MacAdam, âgé de 62 ans, a été reconnu coupable de ne pas avoir versé 300 000 \$ en taxes et impôts. Il a été reconnu coupable d'avoir omis de payer la TPS sur des ventes de 250 000 \$ et de n'avoir pas payé d'impôt sur des revenus personnels de 668 575 \$.

## Commissions scolaires : dissidence chez les libéraux ?

Sheila Finestone et Clifford Lincoln ne savent pas s'ils appuieront la résolution

GILLES GAUTHIER  
du bureau de La Presse, OTTAWA

Les députés libéraux fédéraux du Québec Sheila Finestone et Clifford Lincoln ne savent pas encore s'ils appuieront la résolution sur les commissions scolaires linguistiques, qui est demeurée hier dans les tiroirs du ministre des Affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, à Ottawa.

Contrairement à ce qui était prévu, la requête du gouvernement Bouchard n'a pas été déposée aux Communes et il est peu probable qu'elle soit entérinée par le Parlement fédéral avant les élections, qui seront vraisemblablement déclenchées dans une semaine.

S'il y avait appel au peuple au cours du week-end prochain, il ne resterait plus que cinq jours de session. Or le gouvernement a annoncé hier qu'il ne déposera pas la résolution avant mardi au plus tôt et il a été convenu de tenir des audiences publiques à son sujet pendant deux jours devant un comité mixte de la Chambre et du Sénat,

qui devra également approuver le texte par la suite. « S'il y a des élections, c'est certain qu'on n'aura pas le temps de terminer », a déclaré M. Dion.

Mme Finestone et un porte-parole de M. Lincoln ont déclaré hier à *La Presse* qu'ils attendront la fin des audiences publiques avant de se prononcer. La députée de Mont-Royal a précisé que le compromis qui a été présenté à Québec par le député anglophone Thomas Mulcair et qui a permis un vote unanime à l'Assemblée nationale lui semble « insuffisant ». Elle exige explications et assurances sur ce point et plusieurs autres et elle a fait part, précise-t-elle, de ses réticences au ministre Dion. Elle entend poursuivre ses consultations, entre autres auprès de l'ex-ministre Claude Ryan, qui avait présenté le projet de loi 107.

« M. Dion fera preuve d'ouverture d'esprit s'il respecte les droits des personnes impliquées, soit la minorité anglophone du Québec et les élus », a déclaré la députée Finestone. Elle craint notamment une

« marginalisation des commissions scolaires anglophones » et veut obtenir des garanties que les anglophones garderont le contrôle de leurs écoles, que ces dernières seront administrées par des personnes élues et que leur financement public sera maintenu. Elle se dit en faveur des commissions scolaires linguistiques, mais veut s'assurer que leur instauration ne se traduira pas par la perte de droits et que les membres de la minorité demeureront « des citoyens à part entière ».

L'adjoint parlementaire de M. Lincoln, Francis Scarpaleggia, a expliqué pour sa part que le député de Lachine-Lac-Saint-Louis se fera une opinion après les audiences publiques et après avoir consulté « les intervenants de la communauté anglophone et les citoyens, tant francophones qu'anglophones, de son comté ». M. Lincoln avait démissionné de l'Assemblée nationale en dénonçant avec passion le viol des droits des anglophones par le gouvernement libéral dont il faisait partie.

M. Dion a expliqué hier au Bloc québécois et plus tard à la presse

que le délai s'expliquait par « les échéanciers parlementaires, était donné qu'il y a plusieurs sujets à traiter ». Il invitait la presse à se renseigner auprès du leader du gouvernement en Chambre, Herb Gray, responsable des ordres du jour. « Demandez à M. Dion », répondait pour sa part M. Gray, qui attribuait le retard aux travaux préparatoires que devait exécuter les fonctionnaires du ministre des Affaires intergouvernementales avant la présentation aux Communes du texte, qui reprend mot pour mot la résolution adoptée à Québec.

Le porte-parole de M. Gray, Dan Rogers, explique pour sa part que le cabinet de M. Dion n'avait pas encore, hier après-midi, demandé formellement au leader du parti gouvernemental d'inscrire la résolution au calendrier des travaux de la Chambre. « Je présume que M. Dion voudra s'assurer qu'il a tous les appuis nécessaires avant de procéder », a-t-il déclaré lorsqu'interrogé sur les réticences des deux députés anglophones du Québec.

Dans l'embarras

Le gouvernement Chrétien serait plongé dans un profond embarras si Mme Finestone ou M. Lincoln se prononçaient contre le projet d'amendement constitutionnel, lui qui a exigé du gouvernement Bouchard un consensus quasi absolu parmi les anglophones du Québec lorsque le gouvernement péquiste préparait le terrain pour faire adopter sa requête à l'Assemblée nationale. L'impact électoral pourrait également être fort important.

Le Parti réformiste, qui s'oppose à la résolution, n'entend pas collaborer avec le gouvernement et le Bloc si on demande le consentement, qui doit être unanime, de la Chambre pour éliminer ou raccourcir des délais qu'imposent les règlements des Communes.

M. Gray a par ailleurs expliqué que libéraux, bloquistes et réformistes ont convenu que la Chambre consacrerait la journée de lundi à l'examen des nouvelles mesures antigangs. M. Dion sera à Trois-Rivières lundi matin. Le premier ministre Jean Chrétien a fait savoir hier qu'il réunira les membres de son cabinet lundi après-midi.

# Monde

L'EXPRESS  
INTERNATIONAL



PALESTINIENS

## Biens des réfugiés

Les réfugiés palestiniens ont laissé derrière eux en 1948 des biens valant plus de six milliards de dollars au taux actuel, selon un rapport officiel israélien de l'époque cité hier par le quotidien *Haaretz*. Le rapport évaluait à un milliard US de l'époque le montant des biens, surtout terrains et maisons, laissés par plus de 700 000 Palestiniens qui habitaient ce qui est devenu l'État d'Israël et qui ont pris la route de l'exode durant la première guerre israélo-arabe. Les biens ont été confisqués par Israël et ont été mis à la disposition d'immigrants juifs. Le document cité par le journal avait été examiné lors d'une réunion du cabinet israélien le 11 novembre 1951. Le protocole vient d'être rendu public par les archives de l'État. Selon le *Haaretz*, un milliard US de l'époque équivalent à six milliards US aujourd'hui, sans tenir compte des intérêts.

d'après AFP

CORÉE DU NORD

## Famine imminente

La Corée du Nord a reconnu être au bord de la famine, le gouvernement déclarant que les réserves de nourriture seraient épuisées à la fin du mois, a dit hier le Programme alimentaire mondial (PAM). « Nous sommes vraiment au bord de la famine. Alors que le gouvernement disait encore il n'y a pas si longtemps qu'il avait suffisamment de nourriture pour tenir jusqu'à l'été, les autorités disent maintenant qu'il n'y aura plus rien à la fin du mois », a déclaré la porte-parole Christiane Berthiaume. Le gouvernement ne distribue plus que 100 gr de riz par personne par jour, contre 450 gr avant la crise alimentaire. « Les gens n'ont pas mangé de viande depuis août de l'an dernier », a-t-elle dit. La crise a été provoquée par de graves inondations au cours des deux années passées. La Corée du Nord souffre aussi des problèmes structurels d'une économie largement coupée du reste du monde par cinquante ans de régime stalinien et isolationniste.

d'après AFP

ALLEMAGNE

## Schroeder en avance

L'un des candidats sociaux-démocrates potentiels à la chancellerie, Gerhard Schroeder, devance largement le chancelier chrétien-démocrate Helmut Kohl dans les préférences des Allemands, selon le baromètre politique de la deuxième chaîne de télévision publique ZDF publié hier. Dans un duel entre les deux hommes, 55 % des Allemands souhaiteraient une victoire de M. Schroeder, ministre-président du Land de Basse-Saxe, contre seulement 34 % qui se prononcent en faveur de M. Kohl, candidat déclaré à sa propre succession. Le président du Parti social-démocrate (SPD), Oskar Lafontaine, autre candidat potentiel du SPD, serait en revanche battu par le chancelier Kohl (39 % contre 45 %). Le choix du candidat social-démocrate dans la course à la chancellerie doit se faire en avril 1998, six mois avant l'élection des députés qui désigneront le prochain chancelier. Il interviendra au lendemain des élections régionales en Basse-Saxe, un scrutin capital pour l'avenir politique de M. Schroeder. Près d'un Allemand sur deux (49 %) voterait volontiers Gerhard Schroeder investi par son parti, contre à peine un sur cinq (18 %) favorable à Oskar Lafontaine.

d'après AFP

Autres informations  
B 10 et B 12

# Netanyahu ne serait pas inculpé

Le premier ministre israélien se tirerait du scandale du « Bibigate » avec une simple « critique » de son attitude

d'après AFP et AP  
JÉRUSALEM

Le premier ministre Benjamin Netanyahu devrait échapper à une inculpation pour « abus de confiance et fraude », a indiqué hier la première chaîne de télévision israélienne.

Le procureur de l'État Edna Arbel, dont la décision est attendue demain, se contenterait de critiquer dans un rapport l'attitude du premier ministre dans le scandale du « Bibigate » et « aurait tendance à ne pas préconiser d'inculpation » comme l'a recommandé la police.

La télévision a indiqué que Mme Arbel estimerait que le dossier constitué par la police ne contenait pas suffisamment de preuves pour traduire en justice le premier ministre, car il est basé sur un seul témoignage. Le chef du parti ultra-orthodoxe Shass (10 députés) Arie Déri serait en revanche inculpé de « chantage et menaces de chantage ». Le ministre de la Justice Tzahi Hanegbi et le directeur général de la présidence du Conseil Avigdor Lieberman échapperaient, de leur côté, à une inculpation.

La police a recommandé cette se-

maine de traduire en justice MM. Netanyahu, Déri, Hanegbi et Lieberman.

Mme Arbel a indiqué hier qu'elle avait pris sa décision sur une éventuelle inculpation de M. Netanyahu, mais a maintenu le suspense en la gardant secrète jusqu'à demain. Le procureur de l'État a affirmé à la radio publique que sa décision avait été « vraiment très difficile à prendre ». Elle a ajouté qu'elle la transmettrait au procureur général Eliakim Rubinstein lorsque la rédaction des attendus serait achevée et qu'elle serait rendue publique demain soir.

Selon elle, un nouvel interrogatoire de M. Netanyahu est inutile. « Le bureau du procureur dispose de suffisamment de preuves pour conclure, et il n'y a pas besoin de complément d'enquête », a-t-elle déclaré à la radio de l'armée.

Le scandale avait été révélé en janvier dernier par la télévision publique, qui avait affirmé que M. Déri avait fait pression sur le gouvernement pour nommer un procureur général susceptible de l'aider à se laver d'accusations de corruption pour lesquelles il passe en procès. Le procureur général alors désigné, Me Roni Bar-On, un obscur avocat de Jérusalem et militant du Likoud, a démissionné dès le jour de sa prise de fonctions, et M. Rubinstein, un juriste renommé, lui a succédé.

Le commentateur juridique Moshé Negbi, interrogé par la télévision, a toutefois souligné que la Cour suprême pourrait remettre en cause la décision du procureur s'il décidait de ne pas poursuivre le premier ministre.

« Il existe une base juridique solide pour une telle intervention de la Cour suprême », a ajouté M. Negbi. Il a rappelé que l'ancien président de la Cour suprême, la plus haute instance judiciaire israélienne, le juge Meir Shamgar, avait dans le passé affirmé qu'il ne fallait pas hésiter à traduire en justice des détenteurs de fonctions publiques,

tels que des ministres, même si les preuves « sont limitées », afin que la population n'ait pas l'impression qu'il y a deux poids, deux mesures.

Pendant ce temps, M. Netanyahu, qui joue son avenir politique dans cette affaire, menait la contre-attaque en tentant de mobiliser ses partisans et en se déclarant persuadé que la justice allait l'innocenter. Selon deux sondages concordants publiés hier, trois Israéliens sur quatre estiment que M. Netanyahu doit rester à son poste tant qu'aucun acte d'accusation n'est présenté contre lui. Cependant, si le premier ministre était inculpé, 52 % des personnes interrogées par le Yédiot Aharonon estiment qu'il devrait se démettre.

Se présentant comme une victime de « l'establishment », dominé en Israël par les travaillistes, M. Netanyahu a proclamé qu'il resterait premier ministre « jusqu'à l'an 2000 et même au-delà ». Ses partisans ont collé des milliers d'affiches à travers tout le pays proclamant : « Netanyahu, le peuple est avec toi ! Nous ne permettrons pas qu'on te dérobe le pouvoir ».

# Washington propose un gel de la colonisation

d'après AFP  
JÉRUSALEM

Les États-Unis ont proposé hier à Israël de geler pendant au moins six mois la colonisation pour tenter de débloquent le processus de paix, mais les Palestiniens ont estimé qu'une telle mesure serait insuffisante.

Selon la radio publique israélienne, l'émissaire américain Dennis Ross a présenté cette offre au cours d'une rencontre avec le premier ministre Benjamin Netanyahu, à l'issue d'une mission de mé-

diation de trois jours au Proche-Orient. « M. Ross a vérifié la possibilité que le gouvernement israélien décrète un gel pendant au moins six mois de la colonisation », a annoncé la radio, sans préciser la réponse de M. Netanyahu.

Du côté palestinien, le négociateur en chef Saëb Erakat a estimé que même si Israël acceptait cette offre, ce serait insuffisant pour relancer un processus de paix au point mort. « Nous demandons un gel total de la colonisation », a-t-il déclaré, en estimant que « la colonisation et la paix sont inconciliables ».

« Si M. Ross veut sauver le processus de paix, il doit obtenir (d'Israël) l'abrogation des mesu-

res unilatérales et l'arrêt de la colonisation à Jebel Abou Ghneim ». (Har Oma). La mise en chantier par Israël d'une colonie juive sur cette colline de Jérusalem-Est, il y a un mois, a entraîné un arrêt des négociations de paix.

Selon M. Erakat, l'émissaire américain a suggéré au président de l'autorité palestinienne Yasser Arafat d'accepter « la poursuite des travaux sur Jebel Abou Ghneim en contrepartie d'une application intégrale » par Israël des accords intérimaires d'autonomie. « Nous avons catégoriquement rejeté cette suggestion », a-t-il dit, ajoutant que le médiateur américain avait « clairement compris qu'il était difficile de trouver un compromis entre la

poursuite de la colonisation et une reprise des négociations ».

M. Arafat exige l'arrêt de la colonisation comme condition préalable à une reprise des négociations avec Israël, lequel demande pour sa part des efforts accrus de la part des Palestiniens dans la lutte contre les extrémistes islamistes.

En soirée, la Maison-Blanche a indiqué que M. Ross a eu des entretiens « réussis » avec Yasser Arafat et Benjamin Netanyahu. Il a eu hier soir « d'importantes » discussions avec M. Arafat et de hauts responsables de la sécurité israéliens et palestiniens, « pour examiner les moyens d'assurer une coopération et une coordination entre les parties en matière de sécurité ».

# Blair attaquée sur la question européenne

Les conservateurs décrivent le chef travailliste comme un homme sans expérience

d'après AFP  
LONDRES

Les conservateurs britanniques empêtrés dans leur division sur la monnaie unique ont tenté hier de mettre à leur tour les travaillistes en difficulté sur l'Europe, caricaturant leur chef Tony Blair comme un homme sans expérience dont Paris et Bonn ne feraient qu'une bouchée.

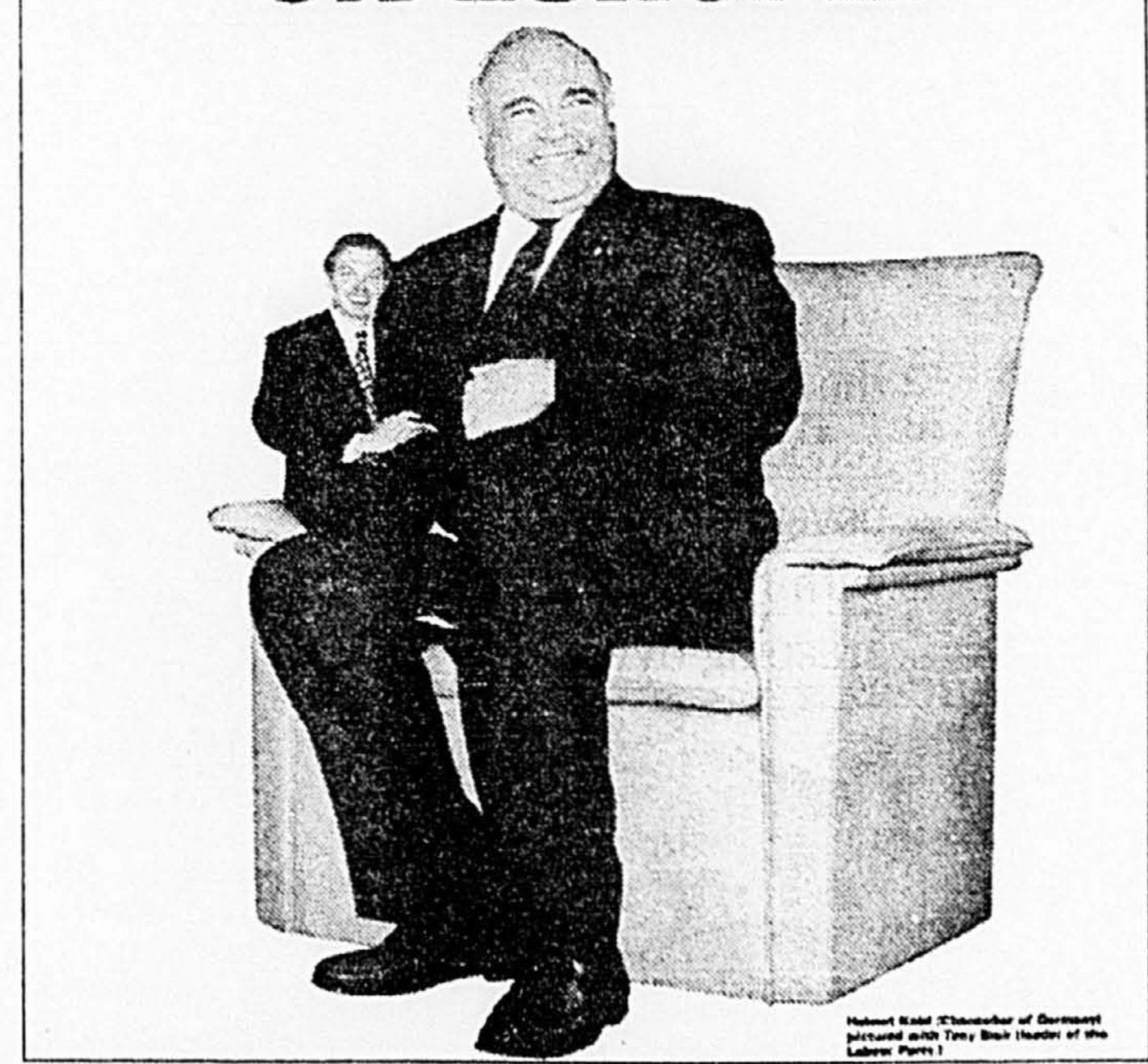
À moins de deux semaines des élections législatives du 1<sup>er</sup> mai, la Grande-Bretagne a été à nouveau la cible des terroristes : des pans entiers du réseau routier et ferroviaire du nord et nord-ouest de l'Angleterre ont été paralysés hier à la suite d'alertes à la bombe et d'explosions, attribuées à l'IRA et caractéristiques de sa « stratégie du chaos ».

Les tories ont lancé dans la presse une vaste campagne de publicité, présentant en pleine page un photomontage où un minuscule M. Blair souriant est assis, telle une marionnette, sur les genoux de Helmut Kohl en chancelier géant. Depuis le lancement officiel de la campagne électorale, c'est de loin l'attaque la plus personnelle contre le leader travailliste, dont le parti reste grand favori pour les élections générales du 1<sup>er</sup> mai.

Les autres leaders européens ont « une expérience immense » et « les prochaines semaines (avec deux sommets de l'UE) vont nécessiter les meilleurs négociateurs britanniques. Ne laissez pas un gamin faire un boulot d'homme », clame le slogan.

La publicité joue à la fois sur l'âge de M. Blair, dix ans plus jeune que M. Major, sur les 18 ans

## LABOUR'S POSITION ON EUROPE.



Cette publicité publiée hier dans les journaux britanniques par le Parti conservateur montre le leader travailliste Tony Blair en marionnette du chancelier allemand Helmut Kohl.

passés par le Labour à l'écart du pouvoir, et sur une des fiertés des conservateurs qui rappellent à l'environnement qu'ils ont imposé à l'UE l'exemption du chapitre social et l'attentisme concernant l'adhésion à l'euro. « Le leader du Labour a déjà abdiqué son pouvoir de négociation sur d'importants sujets, avant même d'aller à Amsterdam » (pour le sommet de l'UE en juin),

a dit M. Major.

Cette attaque est « pathétique » et « désespérée », ripostait le Labour, dénonçant le « désarroi » des conservateurs.

L'Autorité de contrôle de la publicité a d'ailleurs annoncé qu'elle allait examiner la publicité après avoir reçu des dizaines de plaintes. Elle pourrait même en interdire

toute nouvelle publication, si elle la juge offensante pour M. Blair.

Enfonçant le clou, le responsable travailliste de l'économie Gordon Brown affirmait qu'un gouvernement Labour ne donnerait pas de liberté de vote à ses députés, au cas où il déciderait de rejoindre l'euro.

La veille, M. Major avait été contraint de promettre à ses troupes un vote libre au parlement sur l'union monétaire, seul moyen d'endiguer le raz-de-marée anti-euro des candidats tories, bien loin de la ligne gouvernementale du « wait and see ».

Paul Sykes, un riche homme d'affaires qui a offert son aide financière à tous les candidats conservateurs anti-euro, affirmait hier avoir été contacté par 217 d'entre eux, un tiers environ des tories briguant un siège. Avec les 543 candidats du Parti du référendum de Jimmy Goldsmith et les 194 du UK Independence Party, les électeurs ne manquent pas de candidats eurosceptiques. A ce jour, aucun ne s'est publiquement déclaré au Labour.

Ennuï supplémentaire pour M. Major : alors que deux secrétaires d'État et la vice-présidente du parti se sont déjà dits opposés au « wait and see » cette semaine, le quotidien *Express* publiait un manifeste du secrétaire d'État à l'Intérieur, David Maclean, affirmant qu'un « pays qui n'a plus le contrôle de sa monnaie n'est plus une vraie nation ». Il apparaissait ainsi comme le troisième membre du gouvernement à rompre les rangs, même s'il se défendait en expliquant que le document du journal datait de 9 mois et était pour usage « privé ».

La très eurosceptique Margaret Thatcher s'est elle aussi mêlée au débat sur la monnaie unique lors d'une visite dans l'Essex, au nord-est de Londres. À des journalistes qui lui demandaient si elle y était favorable, l'ancien premier ministre a répondu : « Grand Dieu, non ! ».

## Agriculture québécoise

Le tournant décisif

L'agriculture et l'industrie agroalimentaire occupent 370 000 personnes au Québec, ce qui représente un emploi sur 9. Pour faire face à la mondialisation des marchés, qui n'épargne aucun secteur de l'activité économique, l'agriculture a commencé à prendre un sérieux virage : diversification de la production, conquête de marchés à travers le monde, action agroenvironnementale concertée, protection des sols... Des entrevues exclusives avec les ministres fédéral et québécois de l'agriculture, MM. Ralph Goodale et Guy Julien, font ressortir l'importance primordiale du secteur agroalimentaire québécois. De plus, différents intervenants du milieu agricole font le point sur les défis de l'agriculture d'aujourd'hui.

Un cahier spécial à ne pas  
manquer samedi prochain dans

La Presse

## Chirac pencherait pour des législatives anticipées

d'après AFP  
PARIS

Un branle-bas de combat a été déclenché hier dans les état-majors politiques français, de plus en plus convaincus que le président Jacques Chirac annoncera la semaine prochaine des élections législatives anticipées en juin, avec 10 mois d'avance sur le calendrier prévu.

À gauche comme à droite chacun se dit prêt à partir en campagne, peaufinant arguments, programmes et stratégie électorale pour séduire des Français que les plus récents sondages décrivent toujours comme peu satisfaits tant de l'équipe au pouvoir que de l'opposition de gauche.

Dans la majorité, François Léotard, le chef de l'UDF (libéraux) l'une des deux grandes composantes de la coalition au pouvoir a déclaré à ses troupes « être tout à fait prêt (...) quelle que soit la date des élections ». Le chef de

l'opposition socialiste Lionel Jospin a fait écho à M. Léotard en affirmant « attendre de pied ferme » la décision de M. Chirac, ajoutant : « que le gouvernement arrête de se désorganiser lui-même, d'agacer l'opinion et s'il y a des décisions à prendre qu'il les prenne ».

Selon les rumeurs dans les milieux politiques, M. Chirac aurait pratiquement opté pour des élections générales anticipées. L'annonce n'en serait faite que mercredi ou jeudi prochains pour permettre aux députés de terminer l'examen d'un projet de loi destiné à réduire les inégalités sociales. En tranchant en faveur d'élections anticipées, Chirac tenterait un énorme pari, dont il a mesuré les risques. Certains sont d'ordre intérieur, les autres relèvent des grandes échéances européennes et en premier lieu de la mise en place de la monnaie uni-

## Les paysans sans terre brésiliens veulent un lopin

d'après AFP  
RIO DE JANEIRO

Les représentants des paysans sans terre reçus hier par le président brésilien Fernando Henrique Cardoso lui ont demandé l'octroi d'un lopin de terre pour 500 000 familles par an et l'augmentation des crédits aux petits agriculteurs.

Le président Cardoso a accepté de recevoir, « pour dialoguer et non pas négocier », vingt dirigeants du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), au lendemain de l'arrivée à Brasilia d'une marche de deux mois de deux mille paysans qui ont convergé jeudi sur la capitale et manifesté pacifiquement pour exiger une réforme agraire.

Pas plus que le président Cardoso, les sans-terre ne sont disposés à

négocier. « Outre l'installation de 500 000 familles par an, nous demanderons au président d'augmenter de 7500 à 17 000 \$ US la valeur de la ligne de crédit à chaque famille de petits agriculteurs et réclamerons aussi la punition des assassins de travailleurs ruraux », a déclaré à la presse José Rainha Junior, leader de la région du Pontal do Paranapanema (Sao Paulo).

« Le MST ne se vend pas, ne se rend pas et ne donne pas de trêves car le gouvernement est déjà en retard pour la réforme agraire », a ajouté Rainha, précisant qu'il allait dire « personnellement au président que la politique néo-libérale du gouvernement donne priorité aux banques en faillite et oublie les causes sociales. » Au Brésil, 4,8 millions de familles sont sans terre alors qu'il existe 182 millions d'hectares improductifs aux mains

de grands propriétaires fonciers.

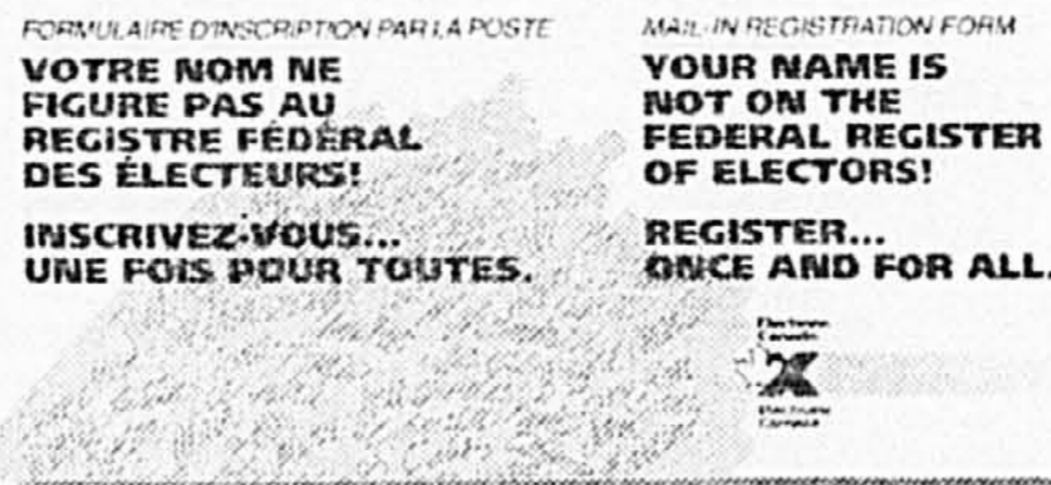
Le gouvernement a diffusé jeudi un document intitulé « Réforme agraire, Compromis de tous » qui servira de base pour la conversation de M. Cardoso avec les chefs du MST. Il réaffirme l'intention du gouvernement de donner une terre à 280 000 familles au cours des quatre prochaines années, près de 25 % de plus que pendant tous les gouvernements précédents. Il rappelle les mesures que les autorités ont prises pour accélérer la réforme agraire, comme la simplification des procédures pour exproprier les terres inexploitées et l'impôt territorial sur les grandes propriétés qui est passé de 4,5 à 20 %. Le document affirme également que le gouvernement et le parlement ont adopté des mesures pour réduire la violence et combattre l'impunité des policiers militaires.

**NOM  
d'une  
pipe!**

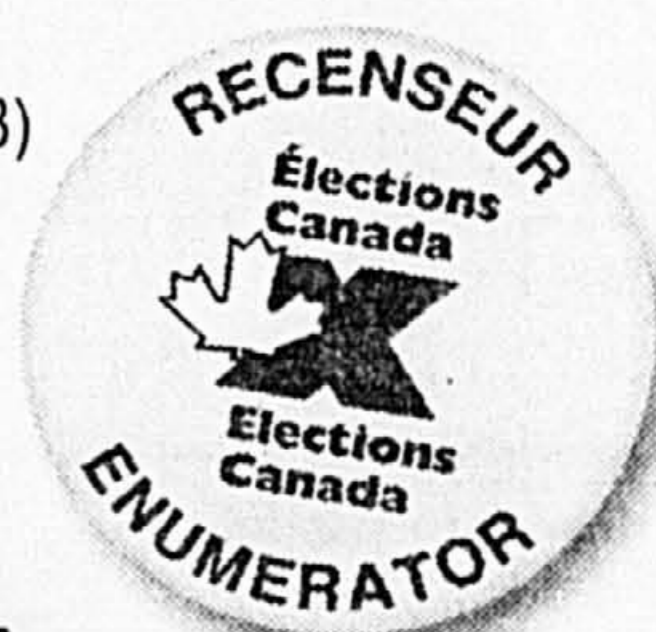
### Vous n'étiez pas là lorsque les recenseurs d'Élections Canada sont passés ?

Il faut simplement remplir le formulaire d'inscription par la poste affranchi qu'ils vous ont laissé lors de leur deuxième visite et le faire parvenir aussitôt à Élections

Canada. Assurez-vous d'y inscrire chaque personne de votre domicile ayant qualité d'électeur. Si vous connaissez des élec-

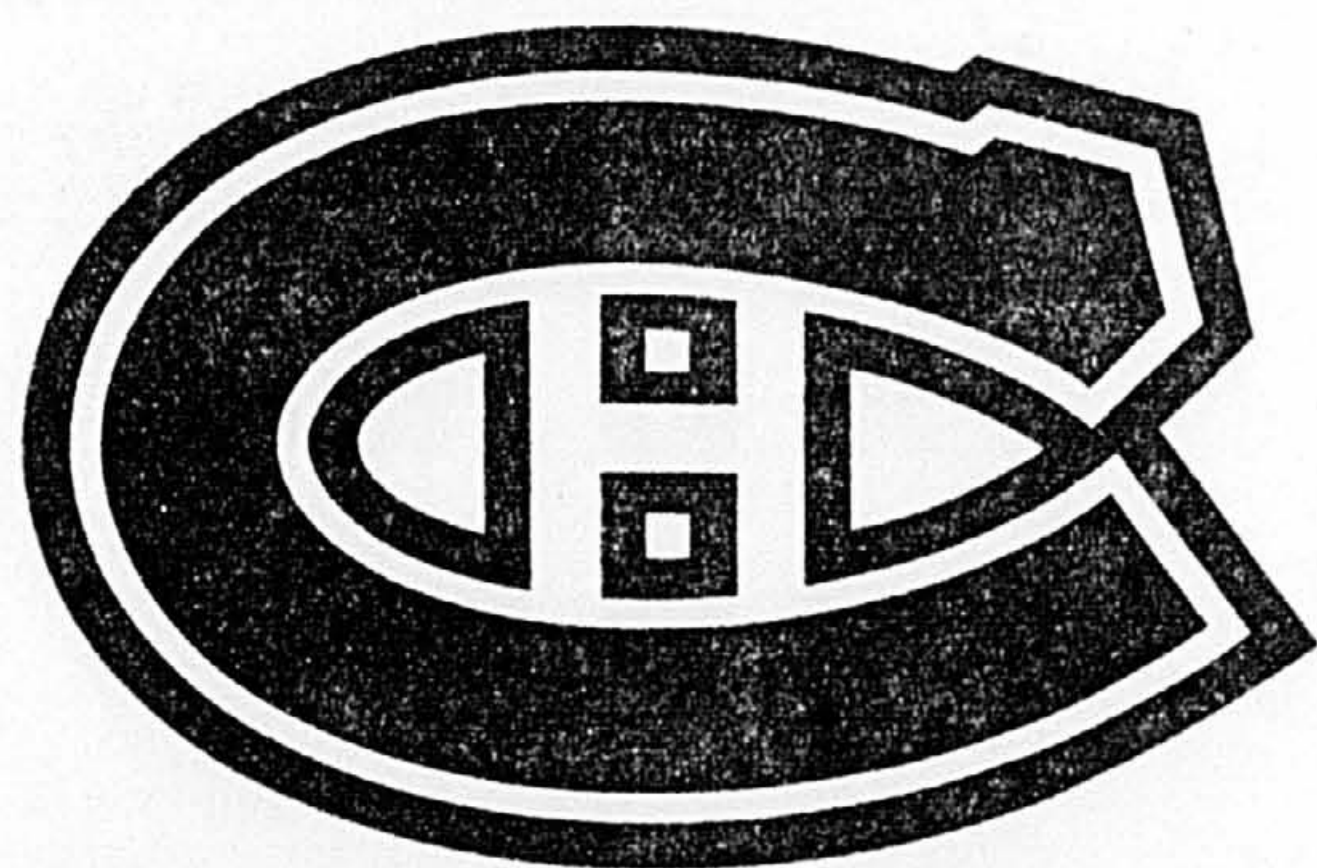


teurs qui voyagent ou vivent temporairement à l'étranger, informez-les de la création d'une liste électorale permanente: le Registre national des électeurs. Vous pouvez aussi nous appeler et nous donner leurs noms et adresses; nous leur ferons parvenir un formulaire. Pour plus de renseignements, appelez Élections Canada au **1-800-INFO-VOTE (1-800-463-6868)** ATS/ATM : 1-800-361-8935 Internet : <http://www.elections.ca>



*Une fois pour toutes.*

Élections Canada est l'organisme non partisan chargé de la conduite des élections et des référendums fédéraux. Si vous connaissez quelqu'un dans votre entourage qui a de la difficulté à lire, faites-lui part du contenu de cette annonce.



**LUNDI,  
CKAC  
VOUS OFFRE UNE  
PLACE DANS  
LES SÉRIES!**

**ÉCOUTEZ CKAC LUNDI  
À L'HEURE ET À LA DEMIE**

Inscrivez-vous au  
**1 900 870-7373\***

(\*FRAIS D'APPEL 50¢)

**200 BILLETS À GAGNER...**

Les billets sont présentement en vente au guichet du Centre Molson,  
à tous les comptoirs ADMISSION et par téléphone au 790-1245

**CKAC 730**

**RADIO MÉDIA**

Bientôt radio officielle des Canadiens de Montréal

## RABAIS SUR NETTOYAGE DE MOQUETTES

Notre service 4 étoiles : une garantie de satisfaction à coup sûr!

Nos puissants appareils à la vapeur nettoient vos moquettes à fond et leur rendent toute leur fraîcheur.

Nos spécialistes apportent un soin particulier au nettoyage des taches rebelles et des endroits plus passants.

Nous déplaçons et remettons en place la plupart des meubles pour pouvoir nettoyer dans tous les coins.

Nous vous fixerons un rendez-vous qui vous convient. Nous travaillons même le samedi et le dimanche.



Une semaine seulement!

**13\$ par pièce**

quand vous faites nettoyer 2 pièces à la vapeur.  
solde: 26\$ après solde : 39\$

Vos moquettes resplendiront de fraîcheur et de propreté.

Valeur exceptionnelle! Rabais de 45\$  
**74\$ maison au complet\***

\*5 pièces, 13 marches et 1 vestibule nettoyés à la vapeur  
Prix après solde : 119\$

Nous vous recommandons la MÉTHODE DE NETTOYAGE DE LUXE EN 2 ÉTAPES pour les moquettes qui n'ont pas été nettoyées professionnellement depuis au moins 12 mois. Seulement 10\$ de plus par pièce.

NETTOYAGE DE CANAPÉ



**49\$ pour un canapé**

Nos méthodes de nettoyage sont adaptées à chaque tissu, pour de meilleurs résultats. Frais supplémentaires pour le nettoyage à sec, les coussins non attenants, le coton haïtien et les meubles modulaires.

NETTOYAGE DE CONDUITS DE VENTILATION



**39\$ par conduit principal plus 6,99\$ par bouche**

Nous améliorons le rendement des appareils de climatisation et de chauffage et contribuons à soulager les symptômes d'allergie, l'asthme et les problèmes respiratoires en éliminant les irritants en suspension dans l'air, comme la saleté, la poussière, les fragments de poil ou de plumes et le pollen.

APPELEZ DU LUNDI AU SAMEDI ENTRE 8 H ET 18 H

Montréal ..... (514) 339-5420  
Sherbrooke ..... (819) 820-1417  
Trois-Rivières ..... (819) 378-8480  
Drummondville/Victoriaville . (819) 474-8007



Traitement de protection des fibres offert moyennant des frais additionnels. Renseignez-vous sur notre trousse de détachage Stainsolution™. Les pièces de plus de 200 pieds carrés comptent pour 2 pièces ou plus. Service de camion-usine moyennant 9\$ additionnels par pièce. Les offres expirent le 26 avril 1997.



# Défaite annoncée des communistes bulgares

d'après AFP SOFIA

Les Bulgares sont appelés aujourd'hui à renouveler leur parlement, dissous sous la pression populaire en février après cinq semaines de manifestations de rue contre les socialistes (PSB, ex-communiste), au pouvoir depuis décembre 1994.

Vivant pour la plupart dans la misère, les Bulgares, exaspérés par la corruption et la criminalité qui ont fleuri sous le règne du PSB, devraient voter massivement pour les Forces démocratiques unies (FDU), dont le noyau dur est l'UFD, le plus grand parti d'opposition du parlement sortant. Selon les derniers sondages des instituts Gallup et MBMD, le FDU obtiendrait entre 56% et 62%, soit la majorité absolue dans le nouveau parlement, le PSB entre 21 et 24% seulement.

Trois petites formations, l'Union pour le salut national (USN), regroupant des monarchistes et des représentants de la minorité turque, le Business Bloc Bulgare (BBB), parti de petits entrepreneurs à tendance nationaliste, et l'Eurogauche, des dissidents du PSB, ont de bonnes chances de passer la barre des 4% pour entrer au parlement. Trente-

huit partis politiques sont officiellement enregistrés.

La campagne électorale, plutôt morne, a rebondi cette semaine avec la visite-éclair en Bulgarie, mardi et mercredi, de l'ex-roi Simeon II, qui vit en exil à Madrid.

Les élections législatives ne devaient en principe avoir lieu qu'à la fin de 1998. Mais la détérioration de la situation économique avec une hyperinflation de plus de 300% et une dévaluation de la monnaie nationale, le lev. de 600% en 1996 par rapport au dollar, ont plongé dans la misère la population qui s'est révoltée. Le PSB a donc finalement accepté, comme le réclamait l'opposition, des élections anticipées.

Le président Petar Stoev, un ancien avocat de 44 ans issu des rangs de l'opposition, qui a pris ses fonctions en janvier, a toutefois averti ses compatriotes que, même en cas de victoire des forces anti-communistes, le redressement de l'économie serait long et difficile.

Les Bulgares devront faire face à de nouvelles hausses des prix et du chômage à la suite de la fermeture d'entreprises fonctionnant à perte, alors que 73% des ménages vivent dans la pauvreté et 16% ne disposent même pas du minimum vital, selon le ministre des Affaires sociales Ivan Neikov.

# Un sommet pour négocier le départ du président Mobutu

d'après AP LE CAP

La rencontre ferait date : le président du Zaïre, Mobutu Sese Seko, et le chef de la rébellion, Laurent-Désiré Kabila, devraient se rencontrer dans les prochains jours en Afrique du Sud.

M. Mobutu a en effet accepté hier « le principe de cette invitation » de son homologue sud-africain Nelson Mandela à venir discuter avec M. Kabila. Selon un porte-parole à Kinshasa, le menu des pourparlers doit encore être défini, mais les entretiens doivent avoir lieu « le plus vite possible ».

Toutefois, selon un responsable gouvernemental américain proche des négociations, la santé du maréchal Mobutu constitue désormais le principal obstacle à une telle rencontre. « Apparemment, il reçoit les gens depuis son lit », a déclaré hier ce responsable sous le couvert de l'anonymat.

De source sud-africaine, on estimait possi-

ble que la rencontre Mobutu-Kabila ait lieu dès dimanche au Cap, mais plus probablement qu'il faille attendre mardi ou mercredi. M. Mandela a précisé qu'il avait parlé à trois reprises au téléphone avec M. Mobutu depuis samedi, et que le président zairois s'était montré « très coopératif ».

Laurent-Désiré Kabila a rejeté toute idée de trêve tant que Mobutu Sese Seko n'aura pas décidé d'abandonner le pouvoir, et il faut reconnaître que l'absence de résistance de l'armée zairoise ne l'incite guère à donner l'ordre à ses hommes de s'arrêter.

« On spéculait que le président Kabila rencontrera Mobutu. Cela ne nous pose pas de problème », a déclaré hier Bizimana Karaha, le responsable de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre chargé des affaires étrangères, depuis la ville de Lubumbashi. « Ce qui est plus important est leur sujet de discussion. Ils ne sont pas amis... Ils ne peuvent s'entretenir que d'une seule question : le départ de Mobutu ».

# De l'émotion à volonté sans sortir de chez vous!

**Avec Super Écran,**  
vous aurez chaque mois une variété de films qui saura répondre à vos goûts et à vos humeurs du moment.  
Du vrai cinéma à bon prix!

**1 mois gratuit à Super Écran**

Abonnez-vous pour 3 mois et profitez du 4<sup>e</sup> mois gratuit...  
4 mois pour seulement 34,50 \$\*!

**Prime additionnelle : 1 mois de Vidéoway gratuit!**

Avec tout abonnement de 3 mois à Super Écran et Vidéoway, profitez du 4<sup>e</sup> mois Vidéoway gratuit.



**Vidéotron**  
Vive le monde... libre!

Grand Montréal : 281-1711 1 800 361-9250  
Québec : 847-4410 1 800 815-4815  
Sherbrooke : 566-7711  
Cap-de-la-Madeleine : 375-0161  
Victoriaville : 758-0501

Paiement par carte de crédit autorisé (MasterCard ou Visa). Les forfaits ne sont pas remboursables. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre et est d'une durée limitée. Elle est conditionnelle à une approbation de crédit et n'est valide que pour les non-abonnés depuis au moins 60 jours, dans les régions résidentielles desservies par Vidéotron, là où la technologie Vidéoway est disponible. Toutes taxes en sus. Période d'abonnement minimale de trois mois.

\*Vidéoway en sus.

Faites vite, cette offre se termine le 16 mai 97. Payez mensuellement grâce au paiement préautorisé.